

N° 809 — 4 F
DU 12 JANV. AU 17 JANV. 79

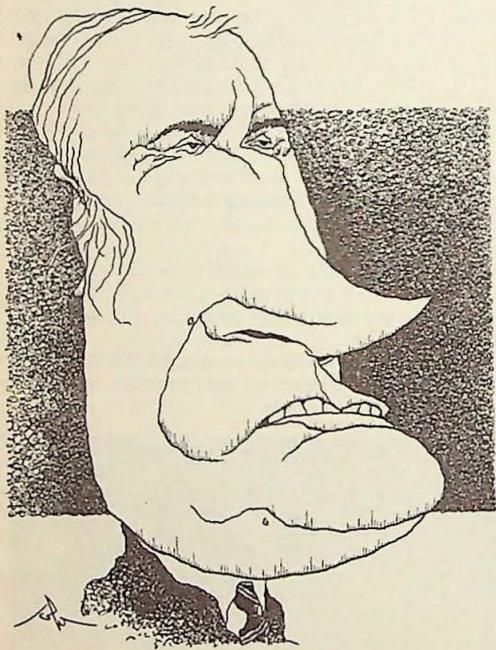
NOUVELLE EDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

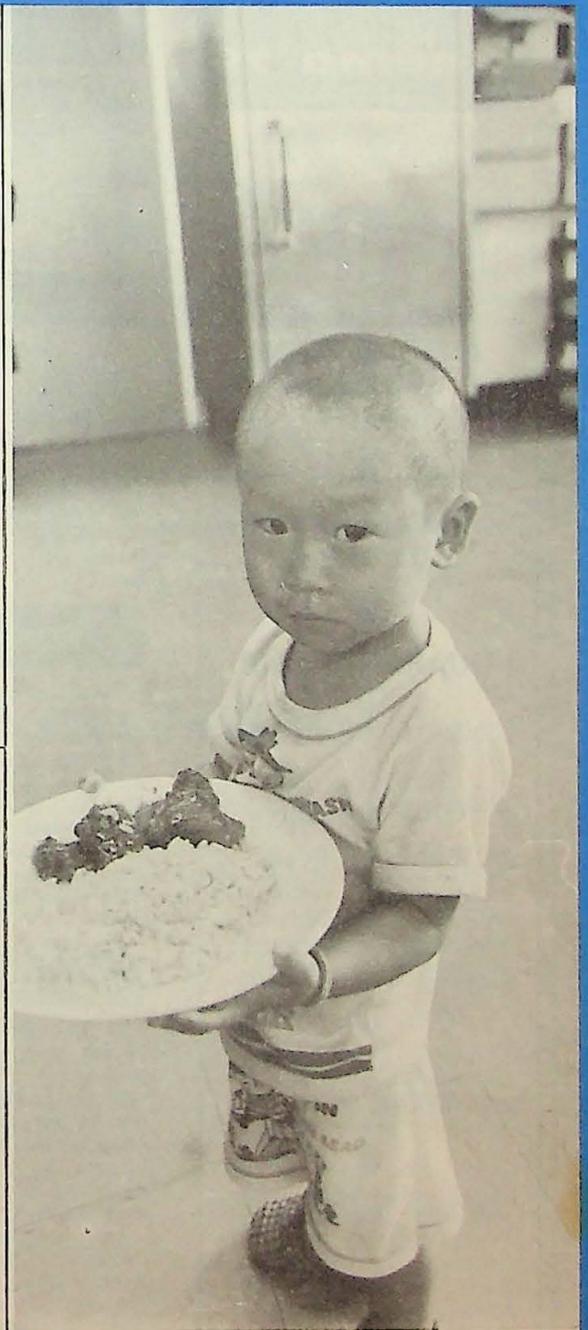
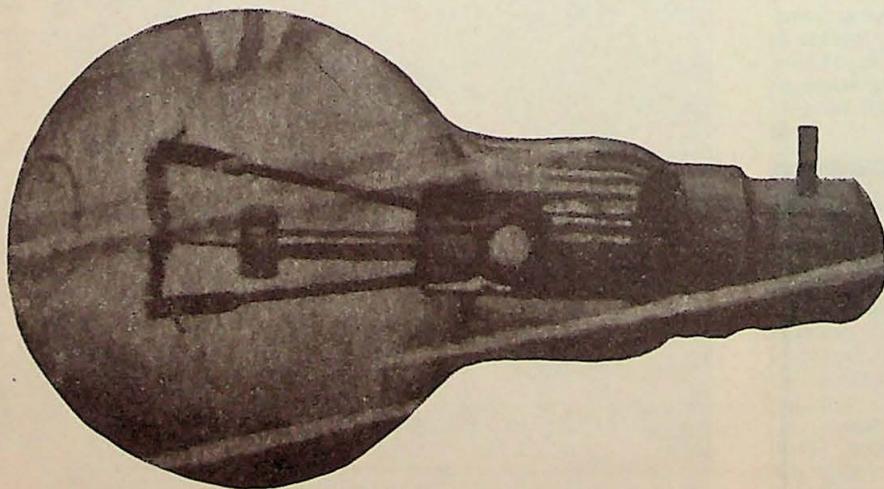
FRANÇAIS
COMMENT
ON VOUS SONDE



E.D.F. :
le coup des pannes

P.S. :
la fin d'un règne

**Cambodge
Vietnam :**
incertitudes



XI^e congrès du P.S.U. : répondre à la provocation

Iran : La solution américaine

cinéma 79

N° 241 ● JANVIER

TABLE RONDE AUTOUR D'UNE HISTOIRE SIMPLE

CINEMA ET TV AUX U.S.A.

QUARANTE ANS DE CINEMA FRANÇAIS

Evocation par
LOUIS DAQUIN

Entretiens avec
S. ABOU - SEIF
J.F. STEVENIN
DARIUSH MEHRJUI
DOMINIQUE LAFFIN

CINEMA ICI ET AILLEURS

TOUS LES FILMS DE LA TV EN JANVIER

En vente partout
et 6, rue Ordener - PARIS 18
12 F

EMPLOIS

Un poste de psychologue-clinicien(ne) et six postes de moniteurs-éducateurs(trices) sont à pourvoir dans la banlieue parisienne.

Pour tous les détails, téléphoner à Gabriel Granier au 665-31-47. ■

DOSSIER SUR LE CANAL

Les militants de la section P.S.U. de Besançon viennent de réaliser un dossier sur le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône, qui fait le point sur la situation actuelle. Vous pouvez le commander contre la modeste somme de 5 F en écrivant à la section P.S.U. de Besançon, 5, rue de Vignier, 25000 Besançon. ■

PEINE DE MORT

L'Assemblée nationale va-t-elle engager un débat de fond sur la peine de mort au printemps 79 ? Pour ceux qui souhaiteraient réfléchir sur ce problème, la CIMADE vient d'éditer un dossier intitulé « Pour ou contre la peine de mort » (100 p., 17,50 F franco). Commandes à adresser à la CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. ■

EQUILIBRE

Notre camarade Jean David se fait plaisir : il a écrit et fait publier un recueil de poèmes intitulé *Equilibre*. « Pour partager la vie du peuple, pour le regarder du dedans, il faut être homme et poète ensuite », dit Atahualpa Yupanqui, cité en exergue de ce petit livre.

Les poèmes de Jean David découlent de cette exigence. Avec quelques mots simples, il déroule nos espoirs enchassés dans les multiples fraternités de nos vies éclatées.

On peut commander le recueil à Syros ou chez l'auteur : Jean David, la *Gabiado*, chemin de Routelle, 13420 Gemenos. Il coûte 15 F + 3 F de port. ■

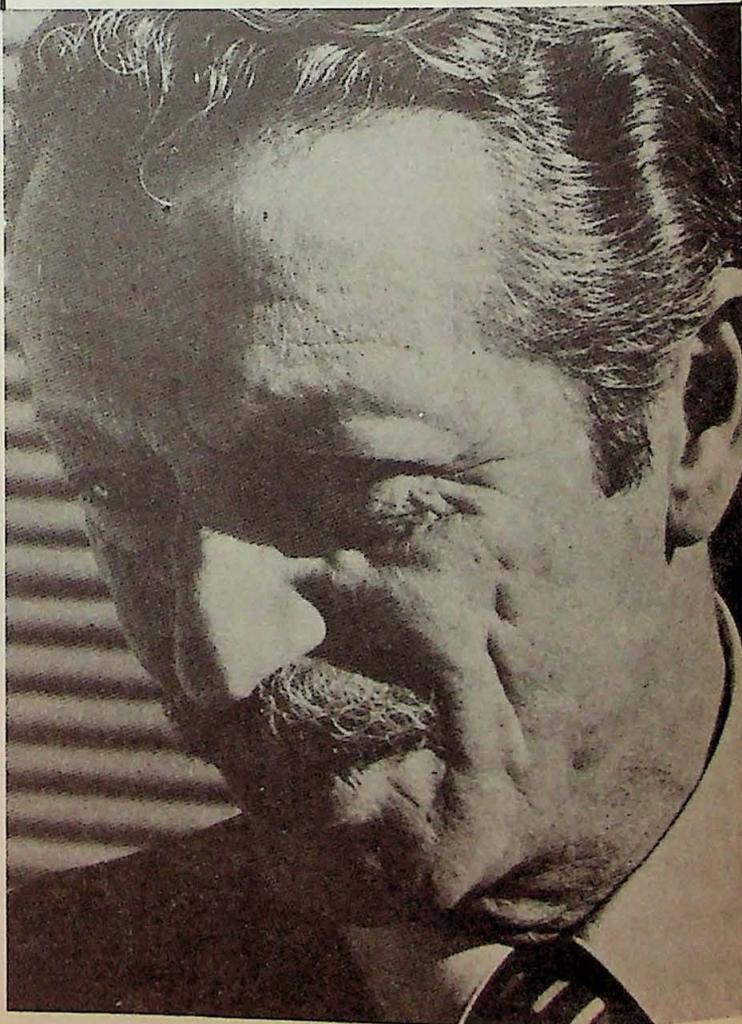
A Téhéran, le gouvernement Bakhtiar récemment constitué est qualifié, avec toute l'ambiguïté du terme, de « libéral » alors qu'il est composé de technocrates et de généraux. Par ce biais, les Américains auront-ils réussi à passer la porte étroite qui leur permettrait de voir assurer une transition douce : de la dictature du Shah, devenue insoutenable même par ses plus fidèles alliés, à un régime plus présentable qui leur permettrait de sauver les meubles ?

Comment concilier dans cette région éminemment stratégique pour l'impérialisme, la sauvegarde de leurs intérêts essentiels et l'acceptation de concessions qui donneraient encore plus de dynamisme à un mouvement populaire déjà irrésistible et qui s'est avéré subversif ? That is the question. Pour les Américains, la marge de manœuvre est faible : de plus, ils ne sont pas maîtres de tout le jeu.

La solution Bakhtiar, dont les bonnes intentions ne sont pas à mettre en doute, semble avoir reçu l'agrément du grand protecteur américain : un Shah en pleine dérive mis sur la touche et un gouvernement laïque dans l'impossibilité de pactiser avec un mouvement religieux par trop extrémiste. Après le naufrage du règne de Raza Shah, il y aurait pour le président Carter matière à satisfaction : une sortie dans la dignité et l'ordre d'une crise qui n'en finit plus.

Le temps presse. Ne voilà-t-il pas qu'un ancien responsable de la C.I.A. en Iran ose accuser Washington de n'avoir tenu aucun compte d'avertissements pourtant répétés : un régime comme celui du Shah, faisant usage courant de tortures dignes des barbares nazis, ne devait pas être soutenu dans les profondeurs des mines iraniennes. Un jour ou l'autre, il fallait bien s'attendre à ce que ça explose. Et ça a effectivement explosé. A un point tel qu'il y a irruption et déferlement sur la scène politique d'un peuple iranien sacrifié jusqu'à présent sur l'autel du progrès « à l'occidentale », de la marche « vers la grande civilisation ».

Tous les secteurs de la population sont touchés par ce phénomène dont la coloration religieuse ne doit pas masquer l'importance : ouvriers des raffineries de pétrole, journalistes, médecins ; jusqu'aux instituteurs qui se font le fer de lance d'une révolution qui n'est pas sans rappeler mai 68. Cette sorte de révolution culturelle moyen-orientale qui secoue tout un pays s'en prend à tous ceux qui sont perçus comme les piliers



d'un ordre établi par la force : membres de la Savak, la sinistre police politique ; anciens ministres corrompus et surtout les Américains. Car avec la C.I.A., les tortionnaires du Shah ont été à bonne école.

Ce cri de révolte du peuple, les chefs religieux chiites en sont les porte-voix. Ainsi s'explique le succès de la journée de deuil du 8 janvier, décidé depuis son exil français par l'ayatollah Khomeiny. Mais ce cri, c'est, à n'en point douter, le peuple qui le lance.

C'est dire que Washington ne verra pas d'un mauvais œil cette tempête se calmer. Oui, mais les Américains sont justement associés aux méfaits du Shah honni. Et le maintien d'un souverain qui ne régnerait pas est problématique tant est forte la revendication populaire à propos de son départ, condition de toute solution acceptable. Le nouveau Premier ministre n'aura pas la tâche facile. Dénoncé comme traître par le parti national libéral dont il a été exclu, laïque qui veut régler les problèmes sans l'accord des religieux hégémoniques dans le mouvement populaire, M. Bakhtiar manifeste par surcroît des intentions qui ne semblent pas concorder en tous points avec celles du Shah qui s'agrippe au pouvoir. Aussi les ambiguïtés de ses dernières déclarations ne doivent pas étonner. Le Premier ministre s'est livré à propos du Shah au petit jeu « partira, partira pas ? ». Le fait est que sur un point capital, celui de la liberté de presse, le gouvernement a cédé : la censure a été levée, révélant la soif d'information des Iraniens. Ce qui ne va pas sans ajouter à la fermentation sociale ambiante.

Aussi pendant ce temps-là les généraux, fanatiques adeptes de la répression à outrance et qui n'acceptent même pas les concessions que les Américains seraient prêts à consentir — à savoir le lâchage plus ou moins momentané du Shah —, se réunissent pour former un état-major et mettre sur pied une organisation qui ne relève pas de la hiérarchie officielle.

On complotte dans les popotes. Certains opposants iraniens n'hésitent pas à avancer l'hypothèse que ces complotteurs de l'ombre auraient la bénédiction du Shah. Après la démonstration faite qu'un gouvernement civil ne peut avoir cours en Iran, le prétexte serait saisi par les militaires factieux pour passer à l'action et rétablir la splendeur et les fastes quelque peu décrépis du régime de Raza Shah.

Alain TLEMCEN ■

SAINT-QUENTIN : UNE MILITANTE CONTRE LA POLICE D'UN GRAND MAGASIN

Une militante P.S.U. de la section de Saint-Quentin a été jugée par le tribunal de grande instance pour un « grave » délit : avoir conduit aux toilettes dans un grand magasin un enfant ayant une envie pressante. Les seuls W.C. du Delta se trouvent dans une galerie marchande attenante à cette grande surface.

Dans sa hâte de conduire l'enfant, elle commit « l'irréparable » : celle de laisser sur son bras un pantalon d'enfant choisi quelques instants plus tôt. La police parallèle des établissements Delta intervient. Raymonde ne nie pas son erreur humaine mais refuse de décliner son identité sans la présence d'un officier de police judiciaire comme le lui permet la loi. Le ton monte, la police privée note le numéro d'immatriculation de son véhicule. Six mois plus tard, elle est condamnée à 300 F d'amende et à un franc de dommages et intérêts pour Delta.

Signalons que :

- l'enfant appartenait à une famille que Raymonde conduisait chez Delta pour rendre service ;
- que le pantalon était déjà payé par des bons que remet le service social de la ville à certaines familles ;
- que le pantalon valait 30 F.

L'action entreprise par le P.S.U. de Saint-Quentin : contact avec la C.S.C.V. locale débouchant sur une distribution de tracts chez Delta, conférence de presse.

Le procès : une soixantaine de militants et sympathisants présents. Après la sentence les juges et le procureur de la République, exaspérés par les cris de la foule à leur égard, lancent sous le coup de l'énerverment une provocation : « Vous êtes une foule anonyme, vous vous dissimulez derrière l'anonymat, personne n'a le courage de ses opinions. Venez, on veut bien vous écouter. »

Contre toute logique, plusieurs militants sont venus à la barre demander pourquoi un tel jugement et accuser à leur tour les juges eux-mêmes, comme étant les représentants d'une justice de classe. ■

HUMOUR

Incroyable : de la neige en hiver !

LE Pouvoir vient de dépasser les bornes de l'incurie et France Soir, tout comme le Parisien Libéré et la télévision ont bien raison de chercher « les responsables » : Giscard et Monory étaient à la chasse quelque part en Afrique, Barre cuvait sa science économique sur la Côte d'Azur... le froid a saisi l'occasion pour s'installer en France, trompant la vigilance de la police et des Français occupés à acheter les derniers cadeaux du Nouvel An.

Cela dépasse l'entendement : à ma fenêtre, le 31 décembre vers huit heures du soir, le thermomètre marquait moins cinq degrés. Et comme un abus ne vient jamais seul, la semaine était à peine entamée que la neige se mettait à tomber. En plein hiver, dans les plaines du nord et du centre alors que les hôteliers des Alpes et des Pyrénées sanglotent en espérant des gros flocons.

La presse unanime a rugi, les ministres se sont déplacés pour voir, leur haleine fumant dans la campagne : de la neige en hiver ! Personne ne parvient à se remettre d'un tel phénomène. Et sur les routes bloquées les automobilistes abasourdis tendent le poing vers le ciel en clamant des injures à des responsables sur lesquels ils n'ont pas encore mis de nom. Patience : dans quelques jours, pour explorer ces mystères, on va probablement nous nommer un **Monsieur neige** ou un **Monsieur froid** qui nous prépareront un rapport pour l'été prochain.

Ce lundi soir, en me regardant dans le fond des yeux alors qu'il terminait le dernier journal télévisé de la soirée, un monsieur bien habillé m'a dit : « Je vous rappelle la nouvelle que nous vous avons annoncée au début de ce journal : c'est désormais pratique-

ment certain, la vague de froid et de mauvais temps va commencer à reculer, la météo nous l'a formellement promis. »

Des millions de Français se sont donc couchés avec la certitude rassurante que, enfin, le gouvernement avait fait quelque chose et pris le problème à bras le corps. Fini — apparemment — ce scandale du froid et de la neige venant nous déranger au début du mois de janvier. Je trouve d'ailleurs étonnant que les syndicats et les partis n'aient pas mieux réagi au scandale dont nous venons d'être les innocentes victimes. Quand même, ce froid, il vient bien de quelque part, il n'est pas né par miracle, au gré d'un courant d'air passant la frontière ?

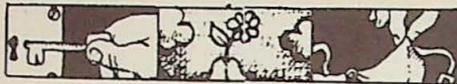
Je vais vous dire le fond de ma pensée : il faisait combien à Moscou quelques jours avant le début de ce scandale météorologique ? Et combien en Allemagne ? Vous y avez réfléchi ? Bon, vous m'avez suivi, vous avez saisi mon raisonnement ? Et Cohn-Bendit, il était où à ce moment-là ?

Il faut vraiment être vigilant car si la plus large union ne se réalise pas rapidement sur cette question essentielle, si les responsables ne sont pas désignés et châtiés comme il se doit, vous verrez que ces salauds nous referont le coup en février : du froid et de la neige alors que le président a donné des instructions pour que de tels incidents ne se reproduisent plus. Sauf en Ardèche et en Lozère où c'est normal, ce qui explique qu'on n'en fasse pas un drame.

Ailleurs, y-a-plus-de-saison.

Pour les cons.

C.-M. VADROT ■



IL N'Y A PAS D'AUTORITARISME A VISAGE HUMAIN

J'avoue que des phrases telles que « hurler avec les loups » ainsi que le ton de la lettre de G. Fustel (T.S., n° 806) me font frémir. Il faut que les choses soient claires : le pseudo-socialisme qui s'est installé au Vietnam, et qui sévit ailleurs, n'a rien à voir avec celui que nous proposons. J'irai même plus loin : ce n'est pas du socialisme. La droite condamne le régime vietnamien au nom du libéralisme ; nous le condamnons au nom du socialisme autogestionnaire.

Il n'y a pas d'autoritarisme à visage humain.
P. GALLAY, Rouen ■

UN RÉCITAL ANTISOVIÉTIQUE

Etant un fidèle lecteur de T.S., je me permets ce petit mot, suite à l'article passé dans la rubrique « Les armes de la critique » (T.S. n° 807).

Après le mélodrame et les larmes de crocodiles versées dans le concert antivietnamien, voici que T.S. récidive dans un nouveau récital, cette fois antisoviétique, en faisant l'apologie, sur toute une page, d'un livre qui en fait est une énumération d'anecdotes empruntées à la rue.

J'imaginai que cette page pouvait être destinée à faire connaître des livres éminemment intéressants et dont personne ne parle. Sans doute me suis-je trompé car pour le livre en question la pub fut pour le moins voyante. Télé, radio, presse et, bien évidemment T.S., anticommunisme oblige.

Certes, nous savons tous que dans le P.S.U. personne ne se déclare anticommuniste ; on se contente de vilipender les « stals » et de se proclamer haut et fort « anti ». Il sera toujours temps, l'heure venue, de lever le masque.

Voyons le titre et l'illustration qui en est faite.

« En U.R.S.S., le chômage n'existe pas... » et, en illustration, des gens qui font la queue. Mais la queue pour quoi faire ? A la recherche d'un emploi ? On pourrait le supposer, suivant le titre. Mais peut être pas, car en

lisant très attentivement le texte il est possible que ce ne soient que de « pauvres » soviétiques devant un magasin, sans nul doute déjà dévalisé, et dans l'attente du prochain réapprovisionnement. Cette présentation à l'allure toute simple a, à mon avis, la dégainé d'une supercherie. La presse à sensation fait tout juste mieux dans la tromperie calculée. Dans le texte, on peut souligner les discours « bravaches », aux valeurs non nutritives, de Brejnev. Egalement que les « moins démunis » sont propriétaires d'une voiture et d'un appartement.

A ce rythme, les nantis de l'appareil (cinq lignes plus haut) doivent vivre comme des seigneurs.

Ces moins démunis se sentiraient tout de même plus libres et plus heureux sous le régime d'Hitler. J'ose penser que les millions de morts soviétiques de la guerre contre le fascisme n'étaient pas de cet avis. J'ose également penser que, si Hitler avait gagné la guerre et que nous soyons encore sous sa botte, il aurait sans doute aimé la plume de cet article.

Je dirai également que cet article est à la limite de l'injure pour les auteurs du livre car enfin, on nous les présente comme de tout jeunes enfants qui viennent de naître, élevés dans la plus stricte orthodoxie communiste par leurs parents, ils ont tout de même plus de trente ans, semblent aussi être allés à l'école assez longtemps, alors on ne peut pas nous faire croire qu'ils sont allés rendre visite à la « patrie du socialisme » avec une aussi grande naïveté. Décidément, tout cela donne l'allure d'un beau petit montage.

Le discours de cet article, je le connais bien ; il y a trente ans déjà, les curés à l'école et les bourgeois à la maison me tenaient le même ; ils parlaient avec la même dérision du « petit père des peuples » et ils en parlaient avec la trouille au ventre car s'il avait pris l'idée aux travailleurs français de faire la révolution, alors quelle catastrophe.

Camarades de T.S., vous qui savez si bien écrire quelquefois, attachez-vous donc à continuer, plutôt que de rabâcher les vieilles harangues minables de cette bourgeoisie crapuleuse.

Amicalement.

J.-C. DESMELIERS, Asnières ■

ANTICOMMUNISME PRIMAIRE

J'ai eu un haut-le-cœur en lisant, dans le dernier numéro de « Tribune socialiste », l'encadré de la page 23, et notamment son premier paragraphe. Se moquer ainsi du socialisme autogestionnaire et de la Yougoslavie est indigne d'un parti dont l'autogestion est précisément le cheval de bataille. Le reste de l'encadré, qui recueille des anecdotes antisoviétiques déjà bien écoulées, n'est guère plus rassurant pour les socialistes « unifiés » que nous sommes et qui, du moins le croyai-je en gagnant vos rangs, n'entendent pas sombrer dans l'anticommunisme primaire.

Jean ROUSSELOT, L'Etang-la-Ville ■

Jean Rousselot se souvient sans aucun doute de la réplique du « Figaro » de Beaumarchais dont un personnage sollicite le secret d'une « philosophie si gaie ». A quoi l'insolent héros répond : « l'habitude du malheur ». Nous sommes au XVIII^e siècle. Deux siècles après on pourrait s'accommoder certainement de la même réponse s'agissant des « histoires » qui circulent aujourd'hui en Union soviétique. Le rire est décapant, l'ironie est mordante, l'humour parfois tragique. Mais on ne voit pas, au fond, ce qui pourrait distinguer le persiflage des Lettres persanes de Montesquieu bravant comme il le pouvait la censure royale de celui qui manifeste, en U.R.S.S., l'homme de la rue sous le règne de Brejnev.

Certaines des anecdotes citées sont peut-être connues. Peu importe. La plupart sont « anticommunistes ». Certes. Pour autant l'ensemble du recueil cité n'en demeure pas moins significatif d'un certain état d'esprit qui prévaut en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. A la vérité, « Tribune socialiste » redoute moins les « histoires » elles-mêmes que ce qui leur a donné naissance, et qui n'a rigoureusement rien à voir avec le socialisme autogestionnaire dont nous nous réclamons. ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche

● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Desliat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Filipandré

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Editorial**

Provocation

par **M. Mousel** p. 5

● **Où va la France ?**

P.S. : la fin d'un règne

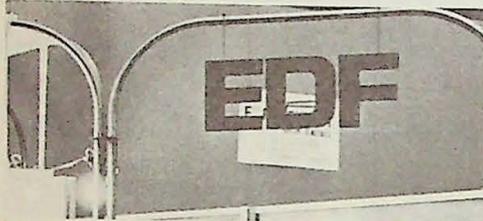
par **L. Goldberg** p. 6

Economie : le compte à rebours

par **M. Anvers** p. 7

E.D.F. : le coup des pannes

par **C.-M. Vadrot** p. 8



Côte d'Azur :

un nouvel Eldorado nucléaire ? p. 9

Français comment on vous sonde

par **C.-M. V.** p. 10

● **Social**

Sauver la sidérurgie

ou les sidérurgistes

par **J.-Y. Sparfel** p. 11

● **La parole à**

Laurent Schwartz : « Nous solidariser avec le Vietnam mais défendre aussi les victimes »

Propos recueillis

par **J. Brunschwig** p. 12

● **Et pourtant elle tourne**

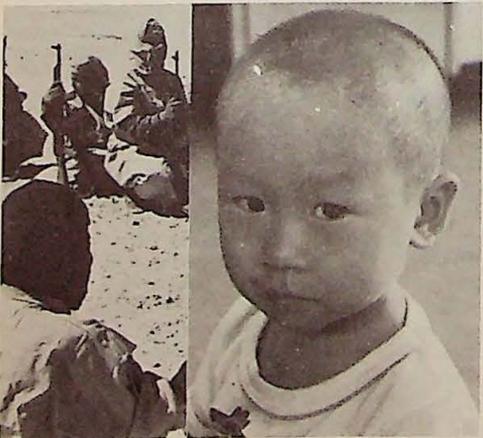
Cambodge : la cerise et le noyau

par **J. Sanchez** p. 13

Le colloque du Manifesto à Milan :

la transition commence aujourd'hui

par **V. Leduc** p. 14



● **Les armes de la critique**

Livres :

Chants pour des roses de sables

par **C. Carlier** p. 15

Prud'hommes : la parole est

à la défense

par **M. Etienne** p. 15

500 000 F : objectif atteint p. 16

Provocation

Par Michel MOUSEL



Une gauche déboussolée, qui n'a plus de projet politique — ou le peu qu'elle en ait plus occupé à séduire à droite qu'à remobiliser à gauche...

Une extrême gauche écartelée entre le regain du sectarisme et la dérive du militantisme...

Les nouvelles couches militantes des mouvements de masse désemparées et tentées par le rejet de la politique...

Et pour couronner le tout — comment en serait-il autrement ? — la droite qui manie avec la même impunité la guillotine pour les entreprises et le disjoncteur pour faire accepter le nucléaire...

Le fond du décor politique sur lequel va se dérouler le XI^e congrès du P.S.U. n'a rien de particulièrement réjouissant. Faut-il nous laisser aller à la désolation ? Ce n'est guère dans nos habitudes. Au contraire, nous devons nous sentir provoqués. Réagir. Etre, par rapport à la gauche, les animateurs du sursaut. Offrir aux militants révolutionnaires de nouvelles perspectives politiques. Redonner un sens à la politique — autre que celui des médiocres politiciailles quotidiennes. Troubler la quiétude du matou ronronnant de Matignon.

Est-ce hors de notre portée ?

S'il n'y a plus de projet politique de gauche, c'est qu'il y a refus de reconnaître les voies et moyens du socialisme dans notre société d'aujourd'hui, nationale et internationale. Les uns font mine d'ignorer le fantastique bouleversement scientifique, technologique, économique qui se déroule sous nos yeux et que la crise a pour fonction de gérer ; impossible dans ces conditions d'avoir réponse aux problèmes de travail, de mode de production, de consommation, de compétition internationale : pas de projet. Les autres proposent de s'engager dans le tourbillon comme le capitalisme l'entend ; il faut bien satisfaire aux « contraintes » : plus de gauche.

Le seul projet politique de gauche possible est celui qui se saisira de cette révolution scientifique et technique, de ses applications, de ses conséquences pour la division sociale — et internationale — du travail, pour en assurer la maîtrise collective. Hors cela, la barbarie des temps modernes : le despotisme technocratique. L'autogestion est la condition du socialisme. Ce n'est pas une affirmation idéologique. C'est une réalité démontrable. Celle aussi qui charpente toutes nos positions.

Ils en veulent tous, de l'autogestion ?

Voyez en quels termes. Pour le CERES, la politique du P.S. doit être précisée sur : la rupture, les nationalisations, le plan et le marché, le rôle de l'Etat, le rôle du parti, la lutte idéologique, l'indépendance nationale, l'Europe et... un raton laveur ? Non : « L'autogestion comme projet de transformation de la réalité dans le mouvement même de la lutte des classes. » Pas un axe essentiel... Mieux encore. Dans le texte Mauroy-Rocard, on justifie le maintien du marché par la nécessité d'« empêcher la confusion entre pouvoir politique et pouvoir économique. » En résumé, pour « empêcher » le socialisme tout court. Sans doute les politiciens autogéreront-ils la politique et les économistes l'économie.

Rien d'étonnant à ce que la gauche soit alors divisée — la ligne de fracture passant désormais à l'intérieur du P.S. — sur ses alliances prioritaires. Les uns visant la bourgeoisie nationale, les autres la bourgeoisie moderniste. Belle affaire pour les travailleurs ! Nous, nous l'avons dit bien avant mars 1978 : il faut se « recentrer à gauche », surmonter les divisions de la classe ouvrière, ancrer dans le combat de classe les couches populaires qui ont le même intérêt à lutter contre l'asservissement au nouvel ordre social que nous prépare le capitalisme.

Au fait, nous ne sommes pas les seuls à penser ainsi le projet politique et l'unité populaire, à nous inquiéter des détournements dont l'autogestion fait les frais. D'autres aussi, un peu partout, dans les partis, les syndicats et les mouvements de masse, et parfois nulle part. C'est donc avec eux qu'il va falloir sans relâche retravailler le projet et renouer dans l'action les liens du mouvement ouvrier et populaire. Et, patiemment, construire cet autre courant politique sans lequel on n'évitera pas l'enlisement.

Si, dans une période comme celle-ci, le P.S.U. ne s'attaquait pas à cette tâche, alors, pour le coup, on peut dire qu'il faillirait à sa mission historique. Dans provocation, il y a vocation. Alors, les camarades du P.S.U., si pour une fois on se laissait provoquer ? ■

P. S. : La fin d'un règne

Mitterrand n'était déjà plus le leader de la "grande gauche". Il n'est plus aujourd'hui le patron incontesté du parti socialiste.

Après le comité directeur du 6 janvier, les dés sont pratiquement jetés en vue du prochain congrès du P.S.

Cette première phase de la bataille interne ouverte par la défaite de mars dernier se conclut par un incontestable échec pour le premier secrétaire : il n'a pas réussi à isoler Rocard et se retrouve finalement face à un bloc « large » Mauroy-Rocard-Martinet décidé à en découdre. Ainsi, après avoir été déboulonné par le P.C.F. de son piédestal de leader de toute la gauche, François Mitterrand n'est plus aujourd'hui le « patron » incontesté du Parti socialiste. Il évitera sans doute d'apparaître comme le simple dirigeant d'une petite tendance, et s'efforcera, d'une façon ou d'une autre, de se placer au-dessus de la mêlée. Il reste que — quelle que soit l'issue du congrès — la structure « présidentiale » de la direction du P.S. est d'ores et déjà caduque. C'est bien la fin d'une époque.

Michel Rocard, en revanche, a tout lieu d'être satisfait de cette première phase de la bataille. Il aura évité le péril de la marginalisation et conservera, même s'il est minoritaire, toutes ses chances pour l'élection présidentielle de 1981.

De sorte que l'enjeu principal du prochain congrès du P.S. ne peut que se centrer davantage sur la question du pouvoir à l'intérieur du parti et sur l'orientation politique.

La rudesse des affrontements est-elle de nature à empêcher une « synthèse » finale, issue qui a sans doute la faveur de Mauroy et, sous certaines réserves, de Rocard ? Quoi qu'il en soit, le P.S. est entré dans une phase d'instabilité et de crise.

Faut-il en conclure que ces affrontements ne sont que les prémisses d'un processus de désagrégation et de balkanisation de la gauche non communiste ? Rien n'est moins sûr, même si la crise actuelle a un certain retentissement sur l'impact électoral socialiste.

Depuis 1972 et surtout depuis 1974, le P.S. a fonctionné comme une machine à démolir les notables issus de l'ère gaullo-pompidolienne, pour les remplacer par de nouvelles élites issues des couches supérieures du salariat. Mais l'élan s'est brisé aux portes du pouvoir central occupé par la droite libérale.

Le Parti socialiste pourra-t-il persévérer dans son être, affiner sa machine électorale, en espérant un jour ou l'autre investir les sommets de l'Etat,

comme le proposent les mitterrandistes ? Ou sera-t-il en mesure de réaliser autour d'un projet politique une nouvelle alliance de classe incluant certaines fractions de la bourgeoisie comme le suggèrent le CERES et Michel Rocard (chacun dans un sens radicalement différent, il est vrai) ?

Tel est peut-être le véritable enjeu du prochain congrès du P.S.

Léo GOLDBERG ■

Justice et perfection

Le mot « perfection » est celui qui paraît plus approprié pour caractériser le fonctionnement actuel de la justice. C'est ce que vient de rappeler le président de la République, lors de la rentrée solennelle, le 3 janvier dernier, de la Cour de Cassation. Perfection à ce point achevée que celui-ci s'est cru obligé de préciser « combien il trouve choquantes, inadmissibles et dangereuses les attaques portées contre la justice. »

Perfection dans la forfaiture, le non-lieu du Canard enchaîné ; perfection dans le déni de justice les non-lieux du Thélème et d'Arcenc. Perfection encore de l'« impartialité » de la justice que le raccourcissement de Ranucci sans que la preuve irréfragable de sa culpabilité ait été établie.

Parfaite toujours la condamnation de Youssef Kismoune à vingt ans de réclusion criminelle. Parfaite enfin la procédure ouverte en 1971 à Marseille contre une quarantaine de P.-D.G. et cadres de sociétés pétrolières. une procédure qui grâce à la vigilance du Parquet dort, dort.

Parfait donc est le fonctionnement de l'appareil judiciaire au point que le gouvernement est décidé à réformer le statut de la magistrature. La dépendance n'est point suffisante pour répondre à l'accroissement de l'insécurité. Le remède imaginé est aussi simple que dangereux : accroître les prérogatives des parquetiers, c'est-à-dire des magistrats hiérarchisés et dépendant directement du Garde des Sceaux.

Après que le juge de l'application des peines ait été dépossédé de l'essentiel de son pouvoir, il est fortement question de supprimer le juge d'instruction. Pas moins. Ses tâches seraient confiées au Procureur de la République et à ses substituts. On comprend mieux quand on sait que le juge d'instruction est un magistrat du siège, donc inamovible, donc en principe indépendant.

Les parquets généraux de Paris et Versailles multiplient les initiatives en ce sens. Il va sans dire que ces initiatives sont purement « personnelles » ; qu'elles ne visent qu'à améliorer le fonctionnement de la justice. C'est vrai, de M. Sadou dont l'indépendance n'est plus à démontrer depuis l'affaire Croissant. Ça l'est encore davantage du Procureur général de Versailles, le sieur Chabret qui se couvrit de gloire dans les commandos gaullistes anti O.A.S. du temps de la guerre d'Algérie.

Le président de la République l'a dit : « La justice française est indépendante et impartiale. » Il faut donc le croire. En toute indépendance.

M. E. ■

VIENT DE PARAITRE
Critique socialiste, n° 33

« PROBLEMES DU TRAVAIL
ET MOUVEMENT DES FEMMES »

AU SOMMAIRE :

Où en sommes-nous	5
Huguette Bouchardeau Division sexuelle et division sociale du travail	11
Suzanne Goueffic La place des femmes dans le monde du travail	35
Claude Michel Les évolutions syndicales	69
Margaret Maruani Salaires domestiques ou droit au travail	97
Catherine Lapiere Les problèmes de l'avortement	109
Josette Boisgibaut, Huguette Bouchardeau Christiane Chamblain, Sophie Goupil, Perrine Simon Regard d'homme sur le mouvement des femmes	119
Bernard Laude Bibliographie	125
Dominique Lambert	

PRIX : 15 F

ABONNEMENT : 5 numéros, 75 F.

Chèques à l'ordre des Ed. Syros, 9, rue
Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19706 28
Paris.

CRITIQUE SOCIALISTE

Revue théorique du PSU

problèmes du travail et mouvement des femmes



33

SYROS

Economie :

Le compte à rebours

Le slogan giscardien : "préparons l'an 2000" n'est pas un vain mot. Il amorce même certaines mutations qu'il faudra bien maîtriser. Oui, mais comment ?

Comme au seuil de chaque nouvelle année, les pronostics vont bon train : inflation, chômage, production... il est peu de variables économiques qui ne soient projetées et données en pâture aux différents « acteurs » économiques et sociaux qui y puisent la justification de leur analyse.

Dans ce fatras, ce délire prospectif, les véritables tendances apparaissent mal, et le pouvoir peut se refaire une virginité, le cas échéant, au chaud soleil de la Guadeloupe.

Pourtant, la poursuite de l'application du Plan Barre dans un environnement économique qui s'améliore (avec notamment la reprise de l'économie allemande) est à bien des égards riche d'enseignements.

1979 sera en effet la troisième année d'une austérité que M. Monory envisage maintenant de prolonger jusqu'à la veille des élections présidentielles de 1981, excluant tout développement moteur de la consommation et misant sur la relance des investissements (+5 à 6%) et la demande extérieure, pour redresser une production dont la progression sera cependant insuffisante pour empêcher un accroissement de 150 000 à 200 000 du nombre des chômeurs (à mode de production identique).

Le duel Barre-Monory

M. Ceyrac voit à présent « la fin de la nuit et les premières lueurs de l'aube » — il y a trois ans, M. Chirac apercevait « le bout du tunnel ». Mais il s'agit d'un apaisement des fantasmes patronaux ; la reconstitution des profits va bon train, des débouchés s'ouvrent, les forces syndicales apparaissent anesthésiées. Bref, le ciel patronal se dégage.

Pourtant ils boudent, ces chefs d'entreprise : la compression des salaires (du fait de l'austérité et de la concurrence des demandeurs d'emploi), le dispositif « historique » de soutien financier du capital, les différentes mesures mettant à mal le droit du travail (contrats durée déterminée) et des acquis comme les 90 % sont rangés au rang des accessoires. Les réactions de la presse patronale (« Barre reste sourd aux inquiétudes des chefs d'entreprise », *Nouveau Journal*) et de M. Ceyrac au lendemain de la prestation du Premier ministre au dernier « forum de l'Expansion » traduisent une contestation croissante de ces milieux qui estiment que jamais les conditions n'ont été aussi favorables pour accélérer la libéralisation, le retour à un capitalisme pur et dur, avec pour finalité la mutation de l'appareil productif.

A cet égard, la querelle grandissante entre

MM. Barre et Monory revêt une signification particulière. Si les deux compères s'accordent sur les objectifs, ils divergent sur les moyens. Alors que le Premier ministre en exercice semble vouloir marquer une pause dans la libéralisation, son ministre de l'Économie, soutenu par une fraction croissante du patronat, veut accentuer le mouvement : libération des prix du commerce et des services, y compris des services publics (comme dans le secteur marchandises de la S.N.C.F.), poursuite de la remise en cause des freins à la mobilité du travail... Quitte à compenser les pertes d'avantages sociaux par un impôt sur le capital touchant les très grosses fortunes.

Le saut dans l'an 2000

L'enjeu de cette « révolution » libérale (douce : M. Barre, accélérée : M. Monory) est considérable. Tout se passe en effet comme si les procédés mis en œuvre depuis

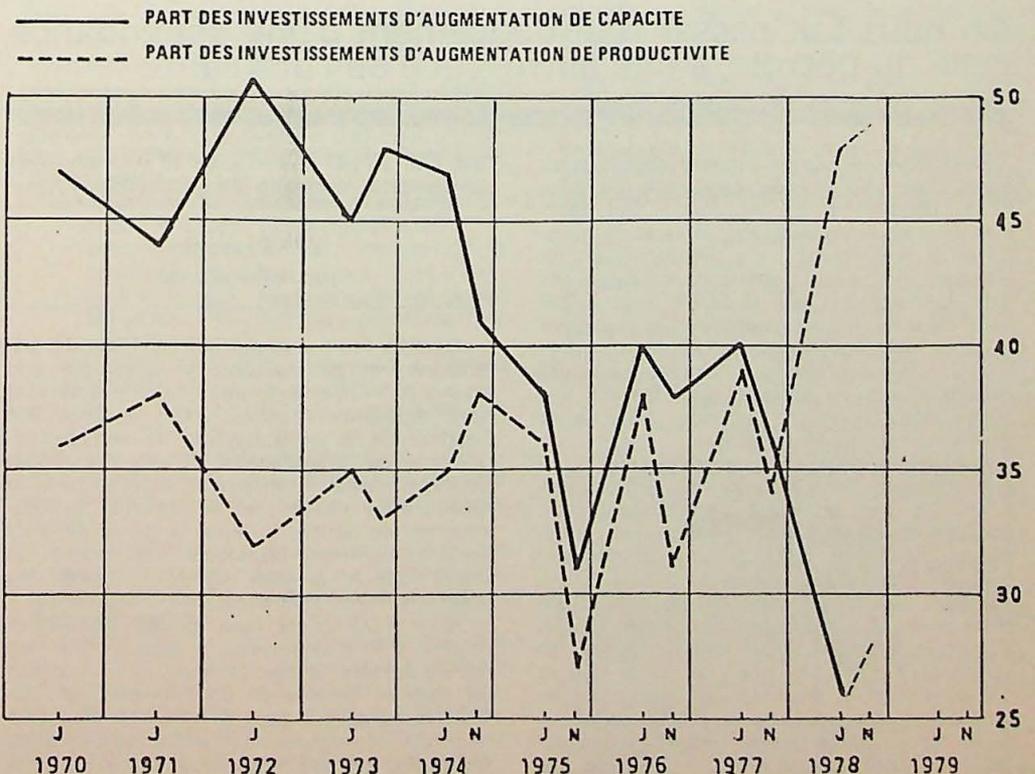
la dernière guerre (superdivision des tâches, intensification du travail par l'augmentation des tendances, l'extension du travail par équipe 2 × 8, 3 × 8, travail de nuit) pour contrecarrer la baisse du taux de profit trouvaient en cette période et dans de nombreux secteurs, une limite naturelle (il n'y a que vingt-quatre heures dans la journée) et une résistance plus grande de la part des travailleurs (luttés pour la diminution de la durée du travail). Aussi le salut pour le capital ne résiderait plus que dans un saut fantastique de productivité qui ne pourrait être réalisé que par l'introduction des méthodes informatiques dans la production (1). On ne soulignera jamais assez que l'hyperdivision des tâches a fait le lit de la robotique. A ce titre, le slogan giscardien : « Préparer l'an 2000 » est loin d'être creux, comme il peut le paraître au premier abord : il renvoie à l'imagerie populaire d'une société « facile », où l'automatisation est généralisée, société technicienne dépourvue de conflits majeurs et de lutte des classes...

Ce saut fantastique de productivité semble s'amorcer dans la crise (voir notre tableau), à partir de laquelle on observe un renversement de tendances entre les investissements de capacité et de productivité. Il sera rendu possible par l'arrivée à maturité des nouvelles techniques télématiques (rapport Nora). Mais un problème se pose : celui de la gestion politique de cette mutation économique.

Sur ce point, plusieurs économistes commencent à se demander si le ralentissement de la croissance depuis 1974 ne participe pas d'une volonté délibérée de « faire passer » ces changements majeurs qui, en période de croissance plus forte, aboutiraient à un gonflement massif du nombre des chômeurs, contrairement à ce qui était observé jusqu'à présent.

Marc ANVERS. ■

(1) Il faut signaler, en outre, l'épuisement du marché intérieur qui, pour de nombreux biens, est arrivé à une quasi saturation. Il sera relayé par les marchés extérieurs, mais sur lesquels la concurrence très vive oblige également à élever les niveaux de productivité.



Source : Enquête sur les investissements dans l'industrie INSEE



Un stand E.D.F. Porte de Versailles : un blason à redorer, un impérialisme à justifier.

E.D.F. : Le coup des pannes

On nous fait passer tout doucement d'une dépendance, celle du pétrole, à une autre, celle de l'uranium...

Electricité de France prépare depuis quelques mois une grande campagne de relations publiques et de propagande qui débutera vraisemblablement vers le mois de mars. Ça et là, notamment il y a quelques jours en Bretagne, un certain nombre de sondages ont déjà été entrepris par la SOFRES et l'IFOP pour mesurer les réactions sur le nucléaire et sur les problèmes de l'énergie. Mais E.D.F. a involontairement commencé cette grande campagne destinée à redresser son image dans l'opinion publique grâce à la grande panne du 19 décembre.

Involontairement car, contrairement à ce que pensent encore quelques écologistes, E.D.F. n'a pas provoqué cette gigantesque coupure de courant pour justifier ses jérémiades nucléaires. E.D.F. a été aussi surprise que les Français(1), même si elle a pu se glorifier d'avoir annoncé la possibilité de cette panne il y a de nombreux mois. Ce qui est exact. Un petit détail tout de même : la coupure ne s'est pas produite parce que la consommation a dépassé les capacités de production électrique de la France, mais — en partie —, parce que la consommation, ce matin-là, a été supérieure à ce qui avait été programmé la veille et que les technocrates de service ont cru jusqu'au dernier moment « qu'ils passeraient ». Mais il est vrai aussi

que l'on n'était pas loin, ce 19 décembre, de la capacité maximum de production.

E.D.F. trahie par elle-même

E.D.F. a été trahie par son système de distribution et de transport et aussi par son système, soit-disant infaillible, d'isolement des différents réseaux. E.D.F. a donc été victime de la centralisation de son équipement et de la production. Et elle s'est offert le luxe d'être relativement discrète sur le chapitre du nucléaire et de réclamer la construction de petites turbines à gaz et de deux grosses centrales classiques fonctionnant au fuel. Pour le premier point au moins, les écologistes ne réclament pas autre chose.

Mais E.D.F. s'est bien gardée d'expliquer que si elle n'avait pas de quoi s'offrir des mini-centrales d'appoint que l'on construit et met en service en un maximum de dix-huit mois contre sept à huit ans pour une centrale atomique, c'est parce qu'elle avait tout misé sur des investissements nucléaires dont le prix a grimpé dans des proportions qui ne sont inattendues que pour les technocrates d'E.D.F. Et encore...

Quelles que soient les responsabilités, la France se trouve effectivement dans une situation électrique tendue : personne n'a voulu faire l'effort de réduire sérieusement la consommation électrique, ce qui est tout à fait possible sans remettre en cause la production industrielle ou le confort de chacun.

Les usines continuent, pour la plupart, grâce à la vertu des tarifs préférentiels, à gaspiller l'électricité en s'abstenant de rechercher des procédés de fabrication moins voraces en énergie, les promoteurs continuent à construire du tout-électrique et la vente des chauffages électriques d'appoint a connu un boom fantastique depuis un an et demi.

Quant à la décentralisation de la production électrique qui aurait pour premier avantage de réduire les difficultés de transport et pour second effet de faire l'économie des « pertes » qui affectent l'acheminement du courant électrique sur de longues distances, elle reste à l'état de vœu pieux. Au nom de cette concentration de la production qu'implique le recours de plus en plus important au nucléaire, on va d'ailleurs, dans les dix prochaines années, stériliser 100 000 hectares de terres cultivables et de forêts pour laisser passer de nouvelles lignes à très haute tension.

Oubliant volontairement tout cela, E.D.F. pleure misère et promet tous les jours d'autres coupures aux Français, histoire de leur faire admettre de nouveaux et coûteux investissements destinés uniquement à faire face à des pointes de consommation qui ne se manifestent que quelques jours par an. Un gâchis semblable à celui qui consiste à « équiper » de petites villes de la côte Méditerranéenne pour faire face à une foule de touristes qui n'est pléthorique qu'une quinzaine de jours dans l'année.

Une situation précaire

Avec cette panne, avec le froid et la neige E.D.F. a réussi à redorer son blason et à justifier son impérialisme ; à un moment où les écologistes sont plutôt dans le creux de la vague et incapables de riposter par une analyse crédible et cohérente. Marcel Bo

teux, promis à de hautes destinées à E.D.F., a eu l'intelligence de ne pas pousser son avantage et de ne pas se réjouir trop bruyamment.

Ce n'est pas le moment d'expliquer à la population que la réponse au tout-nucléaire est le tout-solaire. D'abord parce que ce n'est pas vrai et ensuite parce qu'il faut opposer à la précarité de notre situation énergétique un changement radical de système et de rythme de croissance, seule solution pour ralentir la poussée de consommation électrique. En faisant remarquer que nous sommes tout doucement en train de passer d'une dépendance — le pétrole — à une autre, celle de l'uranium, puisqu'il est prouvé que les réserves françaises de ce minerai sont parfaitement incapables de faire face à nos besoins dans l'état actuel du « pari nucléaire ».

Sans préconiser le retour à la bougie et à la lampe à huile, il est largement temps que nous commençons tous à nous désintoxiquer de notre accoutumance à l'électricité. Vu l'état de choc des foules privées de courant pendant quelques heures le 19 décembre, cette cure de désintoxication paraît urgente. La lutte contre E.D.F. et le nucléaire passe par là, c'est ce qui la rend difficile.

C.-M. V. ■

(1) Et cette « indulgence » n'a strictement rien à voir avec les deux bouteilles de champagne que le service de relations publiques d'E.D.F., pour une fois plein d'humour, m'a fait parvenir à Noël...

Côte d'Azur : Un nouvel Eldorado nucléaire ?

Les Alpes maritimes sont riches de soleil, d'eau et de vent. On y cherche aujourd'hui de l'uranium.

Prospecter le haut-pays des Alpes-Maritimes dans le but d'ouvrir des mines et des carrières n'a rien que de très banal dans ce département.

Bourgeoisie locale et nationale, ainsi que capitaux internationaux, ont pris l'habitude de piller ici les ressources naturelles, sans se soucier des populations, à qui tout droit effectif de décider de leur sort a été, depuis bien longtemps supprimé.

Mais les mines et carrières dont il est aujourd'hui question offrent la particularité d'être destinées à l'exploitation de gisement d'uranium. Et si l'on en juge d'après les réactions d'hostilité, qui d'ores et déjà se manifestent, les prospecteurs et les exploitants n'auront pas la partie facile. La fédération des Alpes-Maritimes du P.S.U. s'en félicite.

Le prospecteur n'est autre que la COGEMA, filiale du très officiel C.E.A., qui a déposé deux demandes de permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes. La surface totale concernée couvre environ 180 kilomètres carrés, soit un peu plus de 4 % du territoire des Alpes-Maritimes.

Il existe d'autres demandes et permis en cours en France. Ils sont la suite logique du choix de développement du nucléaire. Le refus de ce choix, par notre parti, est public ; nous ne le rappelons ici que pour mémoire.

Mais les perspectives d'approvisionnement en uranium, à long terme, ne sont pas brillantes. Comme tous les combustibles fossiles, l'uranium n'existe qu'en quantité limitée, et même très limitée, actuellement « 90 % des besoins en uranium de la Communauté sont couverts par des pays tiers », indique le rapport annuel de 1975 de l'Agence d'Approvisionnement d'Euratom. Ce même rapport prévoit qu'« une des tâches essentielles sera de protéger les entreprises communautaires opérant dans ces pays tiers contre les risques politiques et de les aider à prospecter et à extraire l'uranium ».

Un pillage de type colonial

Ha ! Qu'en termes galants ces choses-là sont dites. En bon français, cela signifie que les approvisionnements d'uranium de la Communauté — et donc de la France proviennent de pays soumis à une exploitation de type colonial (pillage des matières premières) et que ces sources d'uranium vont être la proie d'un formidable enjeu international de la part des puissances colonisatrices. Le gouvernement et les capitalistes œuvrant en France s'attendent à des difficultés dans leur entreprise de rapine et s'approprient sagement à piller et à saccager le territoire français lui-même, considéré par eux comme une chasse gardée.

Nous n'acceptons ni l'une ni l'autre de ces formes de domination et d'exploitation. Nous dénonçons l'impérialisme des puissances qui les imposent aux pays qu'ils asservissent, nous dénonçons de même l'impérialisme du pouvoir central français qui soumet les régions à une dépendance du même type.

Voilà qui est déjà suffisant pour condamner ce projet. Néanmoins nous entendons répondre à ceux qui estiment que, indépendamment du choix énergétique, il est raisonnable et susceptible d'être bénéfique au plan départemental ou régional.

Des conséquences écologiques, économiques et sociales

En ce qui concerne les conséquences écologiques, les « Amis de la Terre » (1) ont produit une plaquette, de douze pages, sérieusement documentée, qui met en relief les dangers encourus. Sans la résumer, il est bon de rappeler que l'exploitation d'une mine d'uranium :

- augmente la radioactivité ambiante,
- libère des poussières radioactives,
- dégage du radon (gaz provoquant le cancer du poumon),
- pollue le sol, les végétaux et toute la chaîne alimentaire aboutissant à l'Homme.

Des mines ont déjà fonctionné dans les régions concernées par la demande de permis. On se souciait alors fort peu d'uranium et aucune protection n'entourait le travail des mineurs. La durée de vie de ceux-ci n'excédait pas 35 ans. C'est probablement le radon qui était responsable de leur mort prématurée.

Notre analyse politique montre que les conséquences sur ce plan ne seraient pas moins nocives qu'elles ne le seraient sur le plan écologique.

L'extraction du minerai se fait à bas prix et l'électricité qu'il sert à produire nous reviendrait ensuite au prix fort. Les redevances communales des mines sont faibles ; elles étaient en 1976, de 55,7 centimes par kilo d'uranium contenu (teneur moyenne : 1 à 5 kilo par tonne). Le bénéfice serait donc dérisoire.

Qui exploiterait ? Vu l'importance des

moyens à mettre en œuvre, certainement pas une quelconque société locale. Ici encore le profit échapperait aux populations concernées et servirait uniquement les intérêts privés de grosses sociétés. Sur le simple plan d'une distribution équilibrée des profits le vol est déjà manifeste.

Et, tout comme dans les pays colonisés, le bouleversement des sites, l'imposition d'une nouvelle forme d'exploitation des ressources modifieraient considérablement, voire détruiraient les bases qui ont donné naissance à un mode de vie et à une culture locale spécifique. C'est toujours au nom du progrès, de la civilisation et autres intérêts prétendument supérieurs que s'effectue le pillage des ressources et le sacrifice des populations concernées. La fable est prête à servir une fois de plus.

Quant aux retombées sur l'emploi, elles seraient minces. Des emplois de mineurs, de conducteurs d'engins et de chauffeurs de poids lourds. Cela signifie des hommes exposés aux risques — du nucléaire en particulier —, des métiers de faible qualification, des salaires que seules les primes de risque et de pénibilité « revaloriseraient ». Voilà pour la promotion des travailleurs dans les Alpes-Maritimes.

A remarquer que les emplois créés seraient essentiellement masculins. Tant pis pour les femmes ! Et tant pis aussi pour les hommes qui vivront solitaires sur les chantiers la glorieuse existence des pionniers. On peut supposer que, pour satisfaire leurs besoins de tendresse, ils trouveront dans les futurs bordels du coin des présences féminines qui, moyennant finance, combleront leurs désirs et leur solitude.

Un projet inadapté aux besoins

Les finances départementales, quant à elles, auraient à supporter les frais d'entretien, de réparation, d'élargissement ou de création des routes qui souffriraient du passage incessant des camions. Ça ferait travailler les entreprises locales, ça !

Et tout cela est prévu pour couvrir des besoins énergétiques, dont on sait qu'ils ont été mal calculés. De mauvais et faux calculs qui risquent de mettre à mal l'économie régionale et nationale, mais dont les intérêts privés profiteront, en particulier le groupe Creusot-Loire (du baron Empain) et, par contre-coup, la société Westinghouse, qui a liquidé son usine d'ascenseurs à Nice, mais pour qui le commerce mondial de centrales nucléaires marche bien.

Dans les Alpes-Maritimes, comme ailleurs, le pouvoir n'hésite pas à sacrifier l'intérêt général au profit d'intérêts particuliers. C'est sans doute cela la « démocratie française », selon Valéry Giscard d'Estaing.

Les Alpes-Maritimes sont riches de soleil, de vent et de ressources hydrauliques. Elles n'ont nul besoin d'énergie nucléaire. Elles ont par contre besoin de mesures propres à les faire revivre, en facilitant la fixation des populations dans l'arrière et le haut-pays. Des mesures concernant l'agriculture, l'élevage, la sylviculture.

Le projet actuel d'exploitation de mines d'uranium est inadapté à ces besoins. Il subordonne l'activité économique, politique et culturelle des Alpes-Maritimes à celles d'intérêts qui lui sont étrangers.

Il est en contradiction avec les besoins de ceux qui veulent vivre et travailler au pays, sans le détruire.

Pour ces raisons, la fédération P.S.U. des Alpes-Maritimes dénonce ce projet et demande son abandon pur et simple. ■

(1) Alternatives écologiques, 7, boulevard Kennedy, 06800 Cagnes - 2,50 F franco.

Français, comment on vous sonde...

L'IFOP vient d'être pris en flagrant délit de mensonge sur ce que pensent les Français. Ça ne semble pas déranger grand monde.

Il y a bien longtemps que les instituts de sondage sont soupçonnés de se livrer à de douteux trafics sur le dos de l'opinion des sondés que la presse confond abusivement avec l'opinion des Français. La semaine dernière, le **Canard Enchaîné** a révélé et décortiqué un étonnant trucage de l'IFOP à propos d'une enquête sur les Français et les immigrés, effectuée au mois d'octobre 1977, et publiée à grand bruit quelques jours plus tard par le défunt **Quotidien de Paris**. L'affaire mérite d'autant plus que l'on s'y attarde que la presse et les partis sont restés très discrets sur cette manipulation. Personne n'a voulu cracher dans la soupe; surtout les journaux qui font régulièrement leur première page ou l'essentiel de leur contenu avec l'opinion de quelques centaines de personnes. Ceux qui ont évoqué ce problème — si l'on excepte **Libération** et dans une certaine mesure **Le Nouvel Observateur** — se sont bien gardés d'engager le débat. Radios et télévision sont restées muettes à l'exception de **France Culture**.

L'affaire est pourtant aussi simple que révélatrice. En octobre 1977, Lionel Stoléro a commandé à l'IFOP un sondage sur les mesures prises quelques jours plus tôt à l'encontre des travailleurs étrangers. L'en-

quête portait théoriquement sur un millier de personnes. En réalité, ce chiffre n'a même pas été atteint. Première anomalie.

Mais il y a pire: au vu des résultats fournis par l'ordinateur, le directeur de l'IFOP, Jean-Marc Lech, a tout bonnement estimé que les sondés « ne pouvaient pas avoir répondu comme cela ». Et, sur un coin de bureau, avec l'accord de ses principaux collaborateurs, il a largement modifié les résultats sortis de l'ordinateur de l'IFOP. Certaines réponses ont été modifiées de 20%. Au nom de l'idée que Jean-Marc Lech se fait de l'opinion publique, comme il l'a admis devant les journalistes du **Canard**. Il est vrai que face aux preuves, il ne pouvait guère nier s'être livré à cette manipulation.

Sens des modifications: les Français ne pouvaient pas être aussi racistes! De plus, des réponses donnant une image « moyenne » de la population et de ses réactions aux mesures de Stoléro convenaient bien mieux à ce dernier. Il n'y avait donc aucune raison de se gêner.

Deux exemples. Interrogés sur la décision de donner une aide au retour de 10 000 francs à tous les travailleurs immigrés décidant de rentrer dans leur pays, 52% des sondés avaient répondu qu'ils étaient favorables à cette mesure, 27% qu'ils y étaient hostiles et 14% qu'ils étaient indifférents. Réponse donnée par l'IFOP au client (Stoléro) et à la presse: 42% de favorables, 37% d'hostiles et 14% d'indifférents.

Sur la question demandant aux Français s'ils étaient favorables, hostiles ou indifférents à un encouragement de la diminution de la main-d'œuvre étrangère, les sondés s'étaient répartis en 77% de favorables, 7% d'hostiles et 10% d'indifférents. Version remaniée: 57% favorables, 7% d'hostiles et 30% d'indifférents.

Sur les huit questions posées aux sondés, une seule a échappé au trucage du directeur de l'IFOP. Pour se justifier il a expliqué: « Ces réponses paraissent équilibrées ». Au passage, d'ailleurs, Jean-Marc Lech a reconnu avoir « retouché » un autre sondage et a admis toute une série de redressements et

de bricolages qui en disent long sur la cuisine qui se mitonne à longueur d'année dans les bureaux des instituts de sondage où l'on pense pour nous. Certaines de ces retouches sont d'ailleurs faites au nom d'une « science des sondages ».

A l'époque, le personnel de l'IFOP avait vigoureusement réagi à cette manipulation et à quelques autres encore plus courantes. Et puis, parce que l'outil de travail était en jeu, les choses s'étaient tassées et personne n'en avait soufflé mot à l'extérieur. Les syndiqués de l'IFOP et de la SOFRES s'étaient même réunis pour en parler avant de conclure... qu'il était urgent d'attendre et que la meilleure solution était de faire pression sur les directions des instituts de sondage pour obtenir un peu plus de rigueur et d'honnêteté. En fait les syndicalistes savaient bien, et savent encore, que la majorité des salariés des instituts se moque éperdument de ce qui sort de leurs boîtes.

Les responsables des instituts, après s'être concertés au lendemain de la parution de l'article du **Canard Enchaîné**, ont décidé de faire le gros dos et d'attendre que l'orage passe. Pas question d'enfoncer l'IFOP, le risque de déballage d'autres affaires est trop grand. Un véritable débat, une ouverture des dossiers pourraient provoquer de vertigineuses chutes de chiffre d'affaires. Peut-être même d'entraîner la quasi disparition des sondages socio-politiques.

Reste la Commission des sondages présidée par le Conseiller d'Etat Pierre Huet. Elle est pratiquement inopérante. D'abord parce qu'elle n'a pouvoir que pour les sondages pré-électoraux. Et ensuite parce qu'elle admet un certain nombre de redressements et de bricolages dans la mesure où les sondés les présentent comme des opérations scientifiques.

Autrement dit, un sondeur a été pris en flagrant délit de mensonge, sa victime (furtive) est un ministre, l'affaire permet de remarquer pas mal d'à-peu-près dans la façon dont les enquêtes sont menées et les résultats exploités, et il ne se passe rien.

La France reste bien le pays des enterrements de première classe.

C.M.V. ■

Un exemple de trucage du sondage: sur le document officiel remis à la presse et au client, les sondés favorables au non renouvellement de la carte de travail comme moyen de pression sur les immigrés sont 43% alors qu'ils étaient 53% sur le listing sorti de l'ordinateur.

LE DOCUMENT OFFICIEL :

QUESTION : "Êtes-vous favorable, hostile ou indifférent à ce que pour obtenir une diminution de la main-d'œuvre étrangère..."

★ ON DECIDE DE NE PAS RENOUELER LES CARTES DE TRAVAIL :

	FAVORABLE	HOSTILE	INDIFFERENT	?	TOTAL
	%	%	%	%	%
ENSEMBLE (rappel)	43	28	18	11	100
SEXE :					
• Homme	43	31	17	9	100
• Femme	42	25	19	14	100

LE LISTING DE L'ORDINATEUR :

*** P.V.S-6 ***

6

CC81/3-10-1977/IFOP/ETHAR FREQUENCL 8 - 512

REPARTITION DE Q1LQ1
EN UNITES ET POURCENT
SELON LES CARACTERISTIQUES
SELON NON-RENOUVELLEMENT DES CARTES DE TRAVAIL
SEULEMENT CO 01 = 01

	S.R. FAVORABLE	HOSTILE	INDIFFERENT	TOTAL
ENSEMBLE .	92	219	64	794
	11,6	27,6	8,1	100,0

Cent questions

Le sondage sur les immigrés commandé par Stoléro a été administré par un « additif » incorporé dans le sondage de routine que l'I.F.O.P. effectue chaque semaine.

Dans ce questionnaire on trouve, pêle-mêle, des questions sur Giscard, sur l'armée, sur les préférences des sondés en matière de blue-jean, de chemises et de cartes routières, sur l'image des produits surgelés Findus, sur les organismes d'assurance pour les vacances à l'étranger, sur les intentions de vote, sur les pantalons et sur l'écoute des stations de radio et de télévision. En tout, une centaine de questions, auxquelles le sondé est supposé répondre avec réflexion et attention! Si l'on en croit la fiche qui accompagne le questionnaire, l'entretien avec l'enquêteur peut durer plus d'une heure et demie.

Il est donc permis de se demander (outre les trucages...), quelle peut être la fiabilité d'un questionnaire aussi copieux, certaines questions étant en plus à tiroir ou exigeant la consultation de documents ou de photos que le questionnaire sort de son attaché-case... ■

Sauver la sidérurgie ou les sidérurgistes ?

En Lorraine, face aux choix du capital, il s'agit d'imposer un autre modèle de développement régional qui soit discuté collectivement par les travailleurs.

Le Valenciennois et le nord de la Lorraine, régions sinistrées à la suite de l'annonce de milliers de licenciements dans la sidérurgie, ont vu se développer durant tout le mois de décembre une multitude d'initiatives.

Les initiatives syndicales se mesurent au travers d'actions spectaculaires ou de manifestations de masse qui resteront gravées dans les mémoires. Ainsi la manifestation de 20 000 personnes à Longwy le 19 décembre a rendu célèbre cette anecdote : sur la porte des bureaux de la chambre patronale, une petite affichette était apposée pour protester contre les licenciements. Les sinistrés se sentaient une âme de sinistrés... Des patrons, qui durant les années passées faisaient la chasse aux militants syndicaux, défilaient au coude à coude avec les travailleurs. Certains de ceux-ci, non syndiqués, qui manifestaient pour la première fois dans la rue, cherchaient à la hâte ce qui pourrait leur servir de banderoles : un oriflamme du garage Citroën fit l'affaire...

Dans cette grande multiplication des prises de position tournant autour du même thème : « **Sauvons la Lorraine** », tout effort d'originalité paraissait vain. Un grand front, orchestré par la presse régionale et en particulier par le **Républicain Lorrain**, se constituait. Les élus, les patrons, les professions libérales y allaient tous de leur appel à la solidarité nationale : d'aucuns n'hésitaient pas à demander l'instauration d'un impôt pour la Lorraine, du type de celui que l'on baptise « impôt-sécheresse ». Par le biais des médias, des pétitions, une certaine politique économique, les décisions de licencier, la bourse à la rentabilité sont ainsi assimilées aux grandes catastrophes naturelles. L'énorme campagne du **Républicain Lorrain**, qui invite chaque jour ses lecteurs à découper et à remplir un petit papier demandant au président de la République d'agir en faveur de la Lorraine sinistrée, renforce le fatalisme. On appelle les Lorrains à se transformer en serfs se plaignant à leur seigneur. Un archaïsme de plus vient de voir le jour : l'édition d'autocollants, sur lesquels figurent un homme portant la croix de Lorraine. Le lyrisme cocardier aussi res-

surgit ; ainsi, dans le cadre de sa parole aux lecteurs, le journal cite ces phrases qu'il qualifie d'« émouvantes » : « **Combien sombre tu parais aujourd'hui, ô ma douce Lorraine ! O mon cher pays ! Où vas-tu, sans espoir et sans bonheur ? Est-ce vrai qu'on veut te briser le cœur ?** » (Extraits d'un poème sur la grève des mineurs de 1963.)

Un plan mendié

Cet écœurant mélange de mélo, de paternalisme et d'intoxication chauvine n'a d'autre objectif que celui de préparer la population à accepter comme une action d'éclat le plan de reconversion industrielle que préparent Giscard et Barre. Ce plan que mendient les élus de droite du nord de la Lorraine, avec Messmer à leur tête, et les élus de gauche de la région Nord-Pas-de-Calais, avec Mauroy comme porte-parole (il était reçu lundi par Giscard), sera annoncé le 19 janvier par le gouvernement. Certaines informations laissent entendre qu'on remplacerait les aciéries par les chaînes de montage de firmes automobiles américaines. Il est de toute façon prévisible que les créations d'emplois au rabais ainsi obtenues demeureront insuffisantes pour réembaucher tous les licenciés.

Dans ce contexte, les organisations syndicales ont eu le plus grand mal à mobiliser. Les adhérents les plus convaincus se sont ralliés à la C.G.T. aux mots d'ordres quasi magiques : « **Pas un seul boulon ne doit être dévissé** », ou « **La France a besoin de ses 33 millions de tonnes d'acier** ». A la C.F.D.T., les militants ont opté, faute d'unité intersyndicale, pour des actions dures, spectaculaires, de résistance : occupation des grands bureaux à Trith-Saint-Léger près de Valenciennes, occupation du crassier de Longwy, sur lequel clignote une énorme enseigne : S.O.S. emploi, blocage des routes, des voies ferrées, des postes de douanes, etc.

Ces actions, les unes en direction des élus ou des autorités du côté C.G.T. (une centaine de ses militants, également soucieux de spectaculaire, ont brûlé un mannequin simulat le patron d'Usinor, dans la cour de la sous-préfecture de Valenciennes),

les autres, du côté C.F.D.T., orientées vers la tentative d'obliger le patronat à discuter, servent aujourd'hui de toile de fond aux grandes manœuvres politiques d'avant élections européennes. Est-ce un hasard si les élus du P.C.F. sont allés à Bruxelles, il y a quinze jours, protester auprès du vicomte Davignon, promoteur du plan européen de restructuration de l'acier ? Est-ce un hasard si les élus de droite et de gauche de la région du bassin sidérurgique entreprendront la même démarche d'ici peu ?

Masse de manœuvre

Certes, les trusts de l'Europe sont à l'origine du sabotage de la sidérurgie française. Certes, des capacités de production énormes ont été créées et gaspillées. Certes, des milliers de travailleurs font les frais des quotas de production décidés au niveau de la communauté européenne (1).

Mais les salariés de la sidérurgie n'auront-ils d'autre choix que de voter pour les promesses démagogiques de maintien de capacités de production pléthoriques avancées comme seule solution par le P.C.F., ou pour une reconversion sans garantie, avec des diminutions de salaires et des mutations arbitraires, comme l'avance le pouvoir et comme s'en accommodaient certains élus socialistes ?

Nous constatons aujourd'hui que les travailleurs de la sidérurgie ont servi de masse de manœuvre aux forces politiques de gauche pour démontrer la nécessité de la nationalisation. Le changement de pouvoir à l'occasion d'une victoire aux élections législatives de 1978 était présenté comme le remède miracle. En 1979, les travailleurs de la sidérurgie ne risquent-ils pas à nouveau de subir les effets de la campagne pour le Parlement européen et d'être sacrifiés au bénéfice de la seule démonstration de l'intégration européenne comme antinomique avec une politique nationale — ce qui n'est pas à démontrer puisqu'évidente et réalisée depuis quelques années déjà ?

Mobilisation directe

Non, l'enjeu de la reconversion face aux restructurations suppose autre chose. Il suppose une bataille pour qu'aucun licenciement ne soit effectif sans reclassement à condition de salaire équivalent, ceci s'articulant avec la revendication des trente-cinq heures et de la cinquième équipe pour les postés. Il suppose que soient définies au niveau européen (car les sidérurgistes allemands en grève pour les trente-cinq heures pendant un mois et demi en ont démontré, de manière combative, la possibilité) les conditions d'une autre politique de l'acier. Pas celle qui est régulée par les normes de la concurrence internationale ; pas celle qui sacrifie des milliers d'emplois sans reconversion réelle ; pas celle qui laisse la maîtrise des investissements, des productions à une poignée de spéculateurs.

La lutte contre la spécialisation et contre la division internationale du travail la rend urgente. Le problème plus que jamais demeure, face aux choix capitalistes et à leurs variantes technocratiques, d'imposer un autre modèle de développement régional, de le faire défendre et discuter par les travailleurs le plus collectivement possible. La mobilisation directe permettra cette avancée plus efficacement que les délégations à un pouvoir politique en place ou à venir.

Jean-Yves SPARFEL ■

(1) Quotas de production : répartition par pays au sein de la communauté européenne, des quantités, des types de production sidérurgique, décidée par les grands trusts.



Laurent Schwartz :

" Nous solidariser avec le Vietnam mais défendre aussi les victimes "

Nous présentons ici une interview du professeur Laurent Schwartz, jadis membre du Tribunal Russell sur les crimes de guerre au Vietnam et dont l'action infatigable contre l'agression américaine tant que dura celle-ci est connue de tous. Ces déclarations — dont chacun appréciera le courage car, on le sent, elles vont contre le courant d'opinion qui se fait jour ici, à gauche comme à droite —, sont antérieures à la chute de Phnom-Penh — mais pas à la guerre fratricide dont celle-ci est l'aboutissement. Nous n'avons donc pas demandé à leur auteur d'actualiser ses propos.

.I.B. ■

Tribune socialiste : Dans l'article du journal « Le Monde » (1) que vous avez signé avec Madeleine Rebérioux sur le Vietnam, vous vous élevez contre les violations des droits de l'homme dans ce pays, tout en dénonçant l'exploitation qui en est faite ici. Considérez-vous celle-ci comme dirigée contre l'idée même de socialisme, ainsi associée à celle du goulag ? Et la réplique qui voit dans la campagne contre le Vietnam une campagne anticommuniste n'est-elle pas aussi dangereuse ?

Laurent Schwartz : Je pense en effet qu'il y a une campagne dirigée à la fois contre le Vietnam même, et cela de la part de gens qui ont été contre lui depuis toujours, et contre le socialisme ou le communisme en général, parce qu'il est vrai que nous ne disposons pas d'un modèle satisfaisant du socialisme ou du communisme.

C'est aussi une façon de retourner contre le Vietnam toutes les déceptions passées, dans un pays, le nôtre, où la gauche s'est particulièrement investie dans la lutte contre la guerre au Vietnam. C'est parce que l'on a tant attendu de lui, parce qu'on lui a consacré une si grande part de son énergie, qu'aujourd'hui l'on supporte plus mal son évolution vers une forme autoritaire de gouvernement qui évoque le stalinisme.

Il y a donc dans cette campagne, un grand nombre d'aspects simultanés, dont un des éléments, et non des moindres, est cette

déception qui provient du fait que l'on a idéalisé ce que l'on défendait — oubliant qu'il était déraisonnable d'espérer les merveilles d'un socialisme sans reproche dans un pays trop pauvre.

Par contre, je crois aussi qu'il est dangereux de ne voir là qu'une campagne délibérée, dans la mesure où il est exact que les droits de l'homme sont violés au Vietnam, et que ce viol crée des victimes que nous devons protéger.

En présence de telles campagnes, notre devoir est double : nous solidariser avec le Vietnam, mais défendre aussi les victimes.

T.S. : Vous demandez au Vietnam de proclamer le libre droit à l'émigration. Est-il possible, ou souhaitable, d'agir auprès de lui dans ce sens, et comment ?

L.S. : Je crois qu'il est nécessaire que ce droit soit reconnu. Je pense que les Vietnamiens peuvent parfaitement nous comprendre.

A l'heure actuelle, cette émigration est en fait tolérée (il n'y a pas, par exemple, des milliers de personnes qui puissent ainsi quitter l'U.R.S.S. ou la Bulgarie !).

Mais au lieu d'une autorisation obtenue réglementairement, il s'agit d'une possibilité obtenue grâce à la corruption des com-

merçants de Cholon, ou à celle de cadres du Parti, c'est-à-dire dans les pires conditions.

En outre beaucoup de ces réfugiés meurent en mer, et toute la responsabilité de leurs souffrances retombe alors sur le gouvernement du Vietnam. A moins d'une répression monstrueuse, il est impossible d'empêcher de partir ceux qui le désirent.

Donc, indépendamment du fait qu'il s'agit d'un droit humain élémentaire, le droit d'émigrer, la méthode actuelle d'interdiction, doublée de tolérance, est en fait la pire.

Il serait plus simple de laisser partir les gens régulièrement, conformément à leur droit.

Je crois que les amis des Vietnamiens, ceux qui leur apportent leur solidarité et leur fraternité, se doivent d'intervenir auprès d'eux, et je suis sûr qu'ils les trouveront prêts à comprendre l'opinion publique française.

T.S. : Vous appelez à aider matériellement le Vietnam. Quelles sont les démarches possibles dans ce sens ? Ne courent-elles pas le risque de revêtir un sens politique qui irait à l'encontre d'une démarche pour la défense des droits de l'homme ?

L.S. : Toute aide a ses ambiguïtés, mais je crois que les personnes les plus strictes en matière de Droits de l'Homme peuvent aussi se rendre compte que le Vietnam est dans une situation terrifiante, et qu'il faut l'aider, même si on le critique aussi.

Il s'agit d'une aide financière pour des motifs humanitaires, mais aussi d'une aide politique ; ceux qui souhaitent que le Vietnam puisse vaincre ses difficultés et évoluer vers plus de démocratie doivent aussi comprendre qu'il lui faut en même temps surmonter la pauvreté et le sous-développement.

Cette aide doit se doubler d'une pression sur notre gouvernement et nos industries, pour qu'ils accroissent leurs relations avec le Vietnam.

Propos recueillis par Jeanne BRUNSCHWIG ■

(1) Cf. Le Monde des 17-18 décembre 1978.



Un petit réfugié vietnamien en France : reconnaître le droit à l'émigration.

et pourtant elle tourne

Cambodge : La cerise et le noyau

Rejeté " comme un noyau de cerise " par les " Khmers rouges ", le prince Sihanouk ressuscite grâce à l'intervention militaire de Hanoï.

Tyrannique, atrocement sanguinaire et pour cette raison à juste titre exécré, il l'était le régime de Pol Pot et de Ieng Sary, les deux grands artisans du génocide cambodgien. La chute, dimanche, peu après midi, de la ville de Phnom Penh symbolise — plus qu'elle n'y contribue vraiment —, la fin d'un épisode particulièrement pénible de l'histoire du peuple khmer. Ne fut-ce qu'à cet égard, tout le monde s'en réjouira. Peut-être même les Chinois qui, en dépit du soutien qu'ils apportaient de fait au despotisme kampuchéen, manifestaient, si l'on en croit aujourd'hui des sources en provenance de Pékin, quelques réserves à l'égard du « **communisme total** » de leurs protégés.

Les Vietnamiens sont donc allés jusqu'au bout de leur entreprise. En violant délibérément la souveraineté d'un Etat indépendant qui, tout « **fasciste** » qu'il fut, selon l'expression même employée par la presse de Hanoï, n'en expose pas moins les dirigeants du Vietnam au reproche d'expansionnisme, voire d'impérialisme. Toutes choses qui ne peuvent, à l'heure qu'il est, que contribuer à discréditer un peu plus une image de marque déjà passablement ternie par l'exode que l'on sait de quelques milliers de réfugiés. Bref, la gloire acquise au cours de trente années de guerre contre les puissances coloniales successives est brusquement mise à mal.

Une opération rondement menée

En procédant de la sorte, les responsables vietnamiens ont délibérément choisi de se situer en dehors de toute légalité internationale — cette même légalité que pourtant il n'y a guère ils revendiquaient, à juste titre d'ailleurs, contre ceux — Français ou Américains —, qui l'enfreignaient. Singulier retournement des choses.

Car enfin, même si Hanoï présente la prise de Phnom-Penh comme une « **victoire de l'humanité sur la barbarie** », le fait est là, patent, en dépit des dénégations et des clauses de style : une centaine de milliers d'hommes, vietnamiens, disposant d'un important matériel lourd et d'une aviation efficace, ont ouvert toute grande aux guerilleros du F.U.N.S.K. (Front uni national de salut du Kampuchéa) — dont on ne sait rien de l'assise populaire —, les routes qui mènent à la capitale — pratiquement déserte d'ailleurs. Voilà pour les faits. Ils ne semblent pas pouvoir être mis en doute.

Restent les mobiles. La façon tapageuse et cynique que, tant la presse de Hanoï que celle de Moscou a eu de fêter l'événement, n'a surpris personne. Non plus d'ailleurs

que le dépit de Pékin, du moins tel qu'il se manifeste dans les publications officielles. C'est que l'opération, rondement menée par les forces vietnamiennes, prend le tour d'un avertissement très clair donné par l'Union soviétique — dont Hanoï est le protégé —, aux dirigeants chinois. Si rien ne permet de corroborer une telle hypothèse — et pour cause ! —, tout semble postuler en faveur pourtant de sa crédibilité. On s'expliquerait mal sans quoi comment la persistance des harcèlements vietnamiens à la frontière cambodgienne ne se serait pas traduite jusqu'ici par une invasion telle que celle qui vient de se produire. Les purges et les exterminations des populations civiles au Cambodge ne datent pas d'hier (voir notre encadré).

Moscou : le coup de semonce

En revanche, la situation internationale pourrait expliquer pour une part que Moscou ait exercé quelques pressions « amicales » sur leurs alliés vietnamiens. Les récents succès diplomatiques remportés par Pékin — rapprochement avec le Japon, normalisation des relations avec les U.S.A. —, sont de nature à inquiéter fortement la capitale soviétique. D'où le coup de semonce de Phnom Penh qui bouleverse tout l'équilibre régional, déjà très précaire.

Pressions soviétiques ou pas — ou seulement caution —, le fait est que l'expansionnisme vietnamien y retrouve évidemment son compte. La célérité avec laquelle, à Hanoï, le quotidien de l'armée a évoqué l'« **avenir commun** » des trois pays de l'ancienne Indochine ne laisse aucun doute sur les espoirs caressés par le Vietnam d'une « **fédération indochinoise** ». Non qu'en soi le projet soit pervers. Mais l'ambition des dirigeants de Hanoï, qui se défendent évidemment de nourrir un tel dessein, serait d'en maîtriser le destin. Ce que leur puissance leur autorise.

Ce que Pol Pot a farouchement refusé il n'est pas certain que les nouveaux maîtres de Phnom-Penh puissent y parvenir, malgré ou à cause même de leur allégeance à Hanoï. Le nationalisme intransigent du paysan khmer tient une bonne part de sa mémoire de la méfiance, parfaitement justifiée, qu'il manifeste à l'égard des vues annexionnistes de son intrépide voisin. L'histoire en témoigne, et plusieurs siècles durant lesquels les Khmers eurent à connaître la rigueur quelque peu cruelle de la férule vietnamienne. Aussi les nouveaux maîtres de Phnom-Penh devront-

Soldats vietnamiens :
le temps de l'expansionnisme ?



ils habilement doser les liens qu'ils ne manqueront pas de nouer avec leurs « **protecteurs** » d'à côté. Si du moins c'est possible.

« Monseigneur » le prince Sihanouk

Car il leur faudra bien compter avec « **Monseigneur** », le prince Sihanouk qui, à la faveur de la débâcle de l'équipe Pol Pot, vient, après quelques années de détention « **dorée** », de réapparaître sur la scène politique. Or, pour aussi équivoque que soit le personnage, il n'en bénéficie pas moins, aux yeux des Kampuchéens, en dépit de la campagne de dénigrement menée contre lui par l'équipe précédemment au pouvoir, d'un prestige certain. Celui qui déclarait à la journaliste italienne Oriana Falacci jadis : « **Mes alliés " Khmers rouges " utilisent mon prestige et ma légitimité pour remporter la victoire. Après, quand ils n'auront plus besoin de moi, ils me rejeteront comme un noyau de cerise** » se voit aujourd'hui drappé d'une légitimité qu'il n'espérait sans doute plus. Nul doute que la Chine tente d'en tirer parti. Pendant combien de temps ? On sait que le prince a plus d'un tour dans son sac.

José SANCHEZ ■

Cambodge : le fascisme rouge

● Jean Lacouture, *Survive le peuple cambodgien*, Paris, éd. du Seuil, 1978, 143 p., 29 F, coll. « **Intervention** ».

C'était hier. Le 17 avril 1975. Ce jour-là, des hommes en armes, surgis des forêts profondes, s'emparaient de Phnom Penh. Enfin Lon Nol en fuite et les yankees dehors, il était désormais possible au Cambodge qu'un peuple de paysans fiers, au passé glorieux, rétablisse son indépendance nationale. Ceux qui les ont soutenus, ces « **Khmers rouges** », s'en souviennent...

1978 : la tyrannie la plus sanglante, le génocide le plus absurde, l'autogénocide. Et l'espoir se mue en cri, le profil héroïque des combattants de la forêt en figure sanguinaire, l'amour du peuple en haine. La solidarité d'il y a seulement trois ans trébuche sur des montagnes de cadavres. On ne les compte plus. C'est tout un peuple qui a été jusqu'à ce jour menacé, dans une indifférence presque générale, par ceux qui, hier leurs sauveurs, sont aujourd'hui leurs bourreaux.

« **Le national-socialisme allemand, et c'est ce qui fait son irréductible honte, faisait la chasse aux Juifs. Le national-socialisme khmer a décrété juifs plus des deux tiers de ses concitoyens...** » C'est en ces termes que Jean Lacouture résume l'énormité d'un crime qui n'a pas d'égal aujourd'hui.

Ce n'est pas à lui qu'on reprochera la passion qu'il met à parler si haut et si fort. Lui, l'ami du peuple cambodgien. Car c'est au nom même de cette amitié précisément que ce petit livre a vu le jour.

J.S. ■

Le colloque du Manifesto à Milan :

La transition commence aujourd'hui

Le colloque du Manifesto sur le thème « Les sociétés post-révolutionnaires, autre face de la crise mondiale » qui s'est tenu à Milan, du 4 au 8 janvier, a été la poursuite du vaste débat ouvert à Venise entre gauche européenne et dissidents des pays de l'Est. « Les crises des sociétés de l'Ouest et de l'Est ont une racine commune. Il est difficile mais nécessaire d'unifier les idées et la lutte pour une libération réciproque » devait déclarer Rossana Rossanda en ouvrant le débat.

Les représentants de quinze pays de l'Est et de l'Ouest y prirent part en présence et avec la participation de militants politiques et syndicalistes italiens, le débat se poursuivant même dans les entreprises.

Nature des sociétés de l'Est, situation du marxisme, problème de la crise et perspectives du mouvement ouvrier en Europe et à l'Est, termes de la solidarité, toutes ces questions ont été amplement discutées, de Bettelheim à Plioutchtch, de Pelikan à Luporini et Magri, de Pomian à Fossaert, de Labarski à Claudin, pour ne citer que quelques-uns des orateurs. Ci-dessous, de larges extraits de l'intervention de Victor Leduc.

Nous avons beaucoup discuté de la question de savoir quelle est la nature des sociétés post-révolutionnaires. J'avoue que malgré la profondeur et parfois la subtilité des arguments échangés, je ne suis pas encore capable de trancher, pas capable de dire s'il s'agit de sociétés où domine un système de capitalisme d'Etat, de capitalisme d'Etat sans bourgeoisie ou avec bourgeoisie d'Etat ; s'il s'agit de mode de production étatique de capitalisme bureaucratique, d'un mode de production tout à fait original.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas dans ces

explications des éléments à retenir, mais tout cela laisse un sentiment de profonde incertitude. Il faut avouer qu'en réalité nous ne savons pas expliquer de façon rationnelle comment l'histoire a basculé ; comment lorsqu'on attendait une société allant vers le socialisme, progressant chaque jour au milieu de toutes les difficultés que lui causaient l'histoire et la nature des choses et que ses ennemis multipliaient et attisaient à plaisir, cette société a débouché sur les procès truqués, les exécutions et les déportations en masse, la terreur, le goulag. Cela, nous avons commencé à l'apprendre, de la bouche même de Krouchtchev un jour de 1956 et depuis les révélations les plus graves n'ont cessé d'affluer.

Aussi longtemps que nous n'aurons pas fait la lumière sur les causes de cette tragédie historique, nous n'aurons pas jugulé la crise du marxisme, car le marxisme est comptable de cette tragédie de la même façon qu'on demanderait des comptes à un physicien qui aurait énoncé une loi, et avec une formulation erronée dont l'application aurait provoqué une catastrophe.

Déceler la faille

Or, pour en venir peut-être plus vite à remplir cette obligation où nous sommes, en tant que marxistes, mis en quelque sorte au pied du mur, défiés par l'histoire, je veux aller encore plus loin dans l'exigence à l'égard du marxisme, pour essayer de déceler la faille, le manque à partir duquel peut-être peut s'esquisser une explication théorique de la grande catastrophe historique que nous avons vécue, que nous vivons encore aujourd'hui. Et je voudrais poser la question : Que savons-nous de la transition ? Qu'y a-t-il dans notre héritage marxiste au sujet de la transition ? En réalité, très peu de choses. Et le peu qu'il y a, il arrive qu'il soit contradictoire. Je n'ai pas ici apporté les textes et d'ailleurs il n'est pas question de transformer ce colloque en une bataille de citations. Mais chacun se souvient ici, ou peut se reporter aux passages essentiels du **Manifeste communiste**, de la **Guerre civile en France** et de la **Critique du programme de Gotha**, les principaux textes où Marx a évoqué des problèmes de la transition.

Le Marx du **Manifeste** parle de la conquête de la démocratie par le prolétariat (doit-on traduire : conquête du pouvoir par les voies démocratiques ?) et il envisage de faire passer peu à peu le capital aux mains de l'Etat. Le Marx de 1871, sous le souffle de la Commune de Paris, est non seulement révolutionnaire mais même nettement anti-étatiste, fédéraliste et quasi-libertaire. Le Marx de la **Critique du Programme de Gotha**, l'un de ses derniers textes, est très explicite au plan politique. La dictature révolutionnaire du prolétariat est définie comme la transition politique indispensable pour passer au communisme. Encore est-ce extrêmement vague car comment peut et doit s'exercer institutionnellement cette dictature ? Quel doit être le rôle du ou des partis, des syndicats, des coopératives, des organes populaires ?

Mais il y a plus grave, les indications que Marx donne au plan de la vie économique, de la production sont parfaitement contradictoires. D'un côté, il envisage la disparition de l'argent ; de l'autre, il insiste sur tout ce qui sépare la société de transition du communisme. Rareté des produits et inégalité de leur répartition, donc dit-il, poursuite du règne du droit bourgeois et de la division du travail manuel et intellectuel, de la division de la ville et de la campagne.

Si nous prenons maintenant ce que nous dit Lénine, nous voyons dans l'Etat et la Révolution, à la fois un commentaire très concret des idées de Marx à propos de la Commune de Paris et les prémisses de l'étatisme le plus accompli. Lénine cite avec estime un socialiste allemand qui voyait dans l'administration des Postes le modèle du socialisme. L'économie nationale est vue comme une grande administration avec les fonctionnaires ouvriers, les fonctionnaires surveillants et les fonctionnaires comptables. Mais rien sur les nouveaux rapports de production, rien sur les organes de contrôle et de gestion des travailleurs.

Il faut avouer que, non seulement, le bagage est maigre mais qu'il contient des marchandises dangereuses. Or, en vérité, dans l'héritage marxiste, on pourrait trouver des instruments précieux pour l'épreuve de la transition, mais, si je puis dire, pas à ce rayon. Marx les avait rangés au rayon du communisme. Lorsque Marx nous parle de la maîtrise par les hommes de leurs rapports sociaux, lorsqu'il parle de l'organisation de la production et de l'ensemble de la vie sociale par les travailleurs associés, ce que nous appelons aujourd'hui l'autogestion, lorsqu'il fait de la diminution de la journée de travail la condition de la liberté et lorsqu'il évoque la fin de la division sociale du travail, il énonce en réalité des objectifs qui sont les objectifs mêmes de la transition, les objectifs sans la visée desquels jamais l'humanité ne franchira le seuil du communisme, ne franchira même l'étape du socialisme. Pourquoi Marx a-t-il repoussé ses exigences vers le communisme comme vers une sorte de royauté d'utopie ? Peut-être doit-on saisir ici les limites du marxisme, reculant en quelque sorte devant ses propres audaces, et se refusant à demander à un prolétariat encore écrasé de misère et d'ignorance, la révolution culturelle, la transformation radicale des rapports sociaux qu'il envisageait dans ses œuvres de jeunesse.

Intégrer dans la lutte la dimension autogestionnaire

Mais pour les révolutionnaires d'aujourd'hui, pour les travailleurs de notre époque, placés dans d'autres conditions matérielles et culturelles, instruits par l'expérience des révolutions avortées à l'Est, le doute n'est plus possible.

Il n'y aura pas de transition socialiste si dès le départ, dès que les travailleurs se sont assurés des positions politiques dominantes dans le pays, ne sont pas mis en place des organes de pouvoir de travailleurs associés, tendant à l'autogestion de toute la vie économique, sociale et politique ; si n'est pas mis en route, immédiatement, un processus conduisant à la disparition de la division sociale du travail. Et, allant plus loin, je dirais pour terminer que cette perspective ne peut se concrétiser que si la lutte politique et sociale pour y parvenir est menée selon les mêmes exigences de transformation des rapports internes à l'organisation et des rapports de l'organisation avec les masses ; en un mot, que si dans la bataille politique est profondément intégrée la dimension autogestionnaire. Car c'est en définitive la leçon que les uns et les autres avons à tirer de l'expérience et des lacunes mêmes de la théorie. La transition commence aujourd'hui ou jamais.

Victor LEDUC ■

les armes de la critique



Sahraouis dans les sables du désert : la vie, l'histoire et la poésie ont le même destin.

Chants pour des roses de sables

• Nabile Farès, « Escuchando tu historia - Chants d'histoire et de vie pour des roses de sables », Paris, éd. L'Harmattan, 1978, 172 pp., 35 F. Texte bilingue espagnol-français, dessins de Françoise Martinelli.

Un long poème, en sept chants, dédié au peuple sahraoui. Écrit d'abord en espagnol, « en une Espagne vivement intéressée au débat », puis traduit-réécrit par le poète en français, jusque-là sa langue d'écriture. Né en Algérie, Nabile Farès(1) compte parmi les plus importants, et obstinés, écrivains

Sahara : un enjeu régional

• Elsa Assidon, « Sahara occidental. Un enjeu pour le nord-ouest africain », Paris, Maspero, 1978, 160 pp., 35 F, coll. « Cahiers libres », n° 350.

Les luttes de libération sont toujours moins simples qu'elles ne paraissent. Le combat engagé par le Front Polisario dans l'ex-Sahara occidental dépasse très largement la recherche par ce petit peuple au « boubou bleu » de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. C'est tout l'équilibre régional qui se trouve modifié par la lutte des Sahraouis.

C'est ce que s'applique à montrer Elsa Assidon dans le petit ouvrage qu'elle consacre aux répercussions du conflit dans le nord-ouest africain. Sur chacun des principaux pays : la Mauritanie, le Maroc et l'Algérie.

A l'heure où s'esquissent, semble-t-il, des tentatives de règlement de la question de l'ancienne colonie espagnole, l'approche critique d'Elsa Assidon s'avère précieuse. D'autant que, si règlement du conflit il y a dans un proche avenir — et on y songe très sérieusement à Paris, comme à Washington, comme... à Rabat ; à fortiori à Nouakchott et à Alger, la paix remodelera très sensiblement le profil régional. Le royaume cherifien sera-t-il longtemps encore en mesure d'être, pour l'impérialisme français notamment, le meilleur atout dans la région ? L'auteur en doute, surtout depuis que « l'alliance maroco-mauritanienne est désormais fêlée ».

J.S. ■

maghrébins et écrivains « tout court » de sa génération. L'un, aussi, des plus volontairement à l'écart de toute compromission avec les pouvoirs.

Qui parle, qui chante de Nabile Farès ou du peuple sahraoui ? Les deux ensemble et l'un par l'autre, tant Farès retrouve à vif dans son corps une même histoire : l'assassinat de tout un peuple, corps et âme. Histoire, pour Farès, doublement vécue : comme Algérien, comme Kabyle ; et même triplement : comme Maghrébin voyant s'entretuer d'autres Maghrébins. A ce point, le texte ne fait plus la différence entre le corps et l'histoire du poète, le corps et l'histoire du Maghreb déchiré :

« dans le rêve d'Afrique du Nord, mon vaste corps, squelette et ombre [...] l'oreille ouverte, comme une baie, la main profonde, comme un golfe, la tête trouble, comme un désert »

L'histoire du Maghreb commence au Sahara, lieu de naissance, ventre, origine-mère des pays maghrébins, des Sahraouis, de Farès le toujours exilé : à qui ne se reconnaît d'aucun pays — au sens des Etats-Nations — le désert, et ses peuples nomades, reste la seule véritable origine. Origine incernable, sans frontières, et, en tant que telle, insupportable aux Etats-Nations qui s'acharneront à stabiliser, contrôler et « civiliser » les déserts et leurs habitants. Au nom de ce modèle tronqué de ce qui fait un « vrai » pays et un « vrai » peuple (des frontières et un Etat), au nom de ses raisons folles, les Sahraouis, après tant d'autres, sont empêchés d'exister.

La rose des sables s'ouvre, solidairement, à « tous ces peuples qui luttent pour leurs vies », en Amérique latine et partout. Farès parle en connaissance de cause : pour avoir connu dans sa chair d'enfant l'humiliation d'être un « indigène » dans son propre pays, pour s'être battu aux côtés de tous ces indigènes qui espéraient en une véritable souveraineté, et pour avoir vu celle-ci presque aussitôt confisquée.

Le poème coule comme du sable et s'éparpille comme lui, comme lui laisse entrevoir des formes mouvantes, comme dans les dessins poreux de Françoise Martinelli qui accompagnent, cheminant avec le poème. Dans ces « chants », autant que dans ses livres précédents, Nabile Farès réaffirme le destin commun de la vie, de l'histoire, de la poésie, indissociablement : c'est la même violence, la même bêtise sans parole qui

tue le chant de la poésie et qui jette les bombes.

Christine CARLIER ■

(1) Œuvres de Nabile Farès : « Yahia, pas de chance » (Seuil) ; « Un passager de l'Occident » (Seuil) ; « La découverte du nouveau monde » (1) Le champ des oliviers, (2) Mémoire de l'Absent (Seuil), (3) L'exil et le désarroi (Maspero) ; « Le chant d'Akli » (Oswald).

Prud'hommes : La parole est à la défense

• Tiennot Grumbach, « La défense prud'homale », éditions juridiques et judiciaires, APIL, 27, rue Hoche, 78000 Versailles.

La France compte un million et demi de chômeurs. Chaque année, des dizaines de milliers de salariés sont licenciés. Une loi de juillet 1973 est venue renforcer la protection et les garanties des salariés victimes de licenciements individuels. Depuis la promulgation de ce texte, le patronat s'est voué à trouver des circuits de dérivation pour éviter qu'il ne soit appliqué. Avec d'autant plus de conviction que la réforme de 1973 a introduit l'impérieuse nécessité juridique de causer le licenciement en ne l'autorisant que pour un motif « réel et sérieux » et que, par ailleurs, l'approfondissement de la crise ne pouvait qu'accroître les mesures de « dégraissage ».

Tiennot Grumbach est l'un de ces quelques dizaines d'avocats qui ont fait de la défense prud'homale le prolongement, à l'extérieur de l'entreprise, du combat mené par le mouvement ouvrier à l'intérieur de celle-ci. Encore que le syndicalisme n'assure pas toute — il s'agit plus d'un constat que d'une critique — la défense possible et souhaitable dans l'entreprise. Le premier tome d'une série de trois ouvrages dont le second vient tout juste de paraître, que nous livre Grumbach est remarquable à bien des égards. Écrit par un praticien entré dans la profession d'avocat comme on entre en religion « pour ne pas trahir ce qu'il croyait être l'idéal d'une vie », et qui se prétend — bien à tort — « piètre juriste », il est consacré à l'étude claire et intelligible (par les non-spécialistes) des principes de la défense des salariés devant les prud'hommes, des garanties de la loi de 1973 et de la façon dont le juge prud'homal forme sa conviction et rend sa décision. Car, et ce n'est pas le moindre aspect de la réforme de 1973, le juge dispose désormais de moyens accrus pour pallier l'inégalité foncière entre employeurs et salariés quand il s'agit de produire des preuves à l'occasion d'un procès.

Ce qui n'empêche point notre auteur de se méfier des juges, quels qu'ils soient. Et il a raison, car la garantie d'une ferme justice, en cette matière comme en d'autres, dépend moins des inclinations idéologiques du juge que de sa capacité à instaurer un véritable débat contradictoire. Une évidence qui échappe parfois à certains camarades syndiqués.

A lire de toute urgence et à mettre entre toutes les mains des responsables politiques et syndicaux qui se creusent la cervelle pour répondre concrètement et efficacement aux travailleurs licenciés.

Michel ETIENNE ■

500 000 F. : objectif atteint

CRITIQUES MAIS CHALEUREUX

Voici un chèque de 150 F représentant l'aide modeste de quatre sympathisants du P.S.U. qui soutiennent sa pratique unitaire, refusent toute discrimination, combattent le stalinisme et la social-démocratie d'où qu'ils viennent ! Vous en souhaitant bon usage avec encore plus de présence idéologique, ils vous adressent tous leurs encouragements critiques mais chaleureux !

R. JEZEQUEL.
Ste-Geneviève-des-Bois ■

SUR LA SOLDE

Comme tout militant convaincu que le P.S.U. est aujourd'hui le seul parti à pouvoir prendre en compte les aspirations des travailleurs et à pouvoir offrir des propositions allant dans leur sens, je me dois d'envoyer ma modeste contribution. Etant militaire (250 F par mois), il m'est impossible de donner plus de 100 F. ■

LE DEBAT REBONDIT

En retard, mais mieux vaut tard que jamais, je vous adresse un chèque bancaire de 100 F pour la campagne des 500 000 F afin que vive le P.S.U. et se développe le courant autogestionnaire. Son existence est en effet plus que jamais nécessaire devant le renforcement des tendances social-démocrates au sein du P.S. et devant la renaissance des tendances sectaires et stalinienne du côté du P.C. (...)

Quant à l'extrême gauche groupusculaire, elle subordonne tout à la création d'un parti révolutionnaire : or force est de

A la veille du congrès du P.S.U., on peut donc déclarer que la « campagne des 500 000 F », lancée début novembre pour empêcher l'asphyxie du parti a atteint son objectif. Elle l'a même dépassé, puisque ce sont près de 600 000 F qui sont rentrés dans les caisses.

Il n'y a cependant pas à crier victoire, à céder à l'euphorie. N'oublions pas en effet qu'une bonne partie de l'argent ainsi rentré est constitué des cotisations 1978 remontées très en retard... Sur ce point, un sujet de satisfaction : la plupart des grosses fédérations du parti sont à jour pour l'année passée à l'égard de la trésorerie nationale.

L'essentiel aujourd'hui, c'est que nous ne nous retrouvions pas de sitôt devant les mêmes difficultés financières. Et pour cela, il faut avant tout que les fédérations et tous nos adhérents paient sans tarder les cotisations des premiers mois 1979 (d'après les anciens barèmes tant que les nouveaux ne seront pas connus) : sinon, il se pourrait bien que fin février nous connaissions à nouveau la même situation catastrophique...

Quant à la souscription proprement dite, il faut ici remercier les nombreux adhérents et sympathisants qui y sont allés de leurs petits ou de leurs gros chèques : c'est là un vrai motif d'encouragement pour notre action et la survie de notre parti... Pourquoi ne pas la continuer, cette souscription ? Sur le plan financier, aujourd'hui, nous n'avons jamais que la tête hors de l'eau...

Le Trésorier national du P.S.U. ■

Pour tout envoi : C.C.P. P.S.U. Paris 1402044 S.

constater qu'on n'a pas fait un pas dans cette voie depuis 68. Le P.S.U. était né d'un double refus, contre les dégénérescences social-démocrate et stalinienne. Cette raison d'être, on le voit, demeure toujours. De plus, seul le courant autogestionnaire est susceptible d'apporter des réponses novatrices et mobilisatrices aux interrogations d'aujourd'hui. Seule lui manque — mais c'est beaucoup — la crédibilité politique qui empêche encore notre courant de peser de façon déterminante dans la vie politique de notre pays, c'est-à-dire dans la vie tout court. Il faut donc que cette force puisse se développer. ma participation financière est une modeste contribution.

(...) Saurons-nous nous affirmer suffisamment ou ce que nous représentons sera-t-il récupéré et dévoyé par d'autres, plus habiles ? Oui en somme, Michel Mousel a raison, le débat de 1974 entre Michel Rocard et le P.S.U. rebondit. A nous d'y faire face.

Jacques THOMAS,
Beaune. ■

COLLAGE

Sympathisante de longue date, je me décide à envoyer un coup de pouce pour TS, suite à votre appel.

Pour militer, depuis 1968, j'ai choisi plutôt le syndicalisme qui me paraît plus « en prise » sur la vie des gens et plus

susceptible d'une action de masse que le militantisme politique surtout dans une petite organisation. Cela dit, je « colle » aux options du P.S.U. et il m'arrive souvent aussi d'en... coller les affiches !

Salut et bon courage pour 1979.

Jacqueline de Montaignac,
Ivry. ■

POUR LA SOUSCRIPTION HEXAGONALE

Ci-joint un chèque de 300 F, première contribution de la section bigoudene (Pont L'Abbé) à la souscription hexagonale.

Kenavo. ■

« SI J'ETAIS RESTE... »

Ce chèque de soutien représente l'équivalent de ma cotisation 78 (3 trimestres) si j'étais resté adhérent du P.S.U.

S'il m'était permis d'en affecter le montant, c'est plus vers TS que je le destinerais afin qu'il puisse réellement se transformer et devenir une vitrine attractive du P.S.U. ; à défaut d'une presse écologique tenant la route (politiquement), en l'absence de PH, de Maintenant, son champ de rayonnement devrait être important et, de ce fait, devrait constituer un support essentiel des militants autogestionnaires.

Et si la qualité d'une publication passe par le renforcement de son équipe rédactionnelle, la somme atteinte en souscription permettrait aisément de financer 5 journalistes. Et dès lors que le « produit » obtenu serait de « qualité » le soutien financier serait reconduit aussi souvent que nécessaire (voir pour d'autres publications, T.C. par exemple).

Michel BOUDIER,
Saint-Lo. ■